

DEPARTEMENT
DES
DEUX-SEVRES



VILLE DE NIORT

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

SEANCE DU 16 SEPTEMBRE 2019

Conseillers en exercice : 45

Votants : 44

Convocation du Conseil Municipal :
le 23/09/2019

Affichage du Compte-Rendu Sommaire
et affichage intégral :
le 23/09/2019

Délibération n° D-2019-292

**Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de
l'assainissement - Communauté d'Agglomération du Niortais -
Exercice 2018**

Président :

MONSIEUR JÉRÔME BALOGE

Présents :

Monsieur Jérôme BALOGE, Monsieur Marc THEBAULT, Madame Rose-Marie NIETO, Monsieur Alain BAUDIN, Madame Christelle CHASSAGNE, Madame Jacqueline LEFEBVRE, Monsieur Michel PAILLEY, Madame Dominique JEUFFRAULT, Monsieur Luc DELAGARDE, Madame Anne-Lydie HOLTZ, Monsieur Lucien-Jean LAHOUSSE, Madame Jeanine BARBOTIN, Monsieur Dominique SIX, Madame Sylvette RIMBAUD, Madame Elisabeth BEAUVAIS, Madame Marie-Paule MILLASSEAU, Madame Catherine REYSSAT, Monsieur Dominique DESQUINS, Madame Cécilia SAN MARTIN ZBINDEN, Madame Agnès JARRY, Madame Yvonne VACKER, Monsieur Elmano MARTINS, Madame Christine HYPEAU, Monsieur Fabrice DESCAMPS, Monsieur Florent SIMMONET, Madame Valérie BELY-VOLLAND, Madame Yamina BOUDAHMANI, Monsieur Romain DUPEYROU, Monsieur Simon LAPLACE, Monsieur Pascal DUFORESTEL, Monsieur Alain PIVETEAU, Madame Elodie TRUONG, Madame Nathalie SEGUIN, Madame Isabelle GODEAU, Madame Monique JOHNSON, Madame Fatima PEREIRA, Monsieur Nicolas ROBIN.

Secrétaire de séance : Madame Yvonne VACKER

Excusés ayant donné pouvoir :

Monsieur Eric PERSAIS, ayant donné pouvoir à Madame Marie-Paule MILLASSEAU, Monsieur Guillaume JUIN, ayant donné pouvoir à Madame Agnès JARRY, Madame Carole BRUNETEAU, ayant donné pouvoir à Madame Christine HYPEAU, Madame Marie-Chantal GARENNE, ayant donné pouvoir à Monsieur Simon LAPLACE, Madame Josiane METAYER, ayant donné pouvoir à Monsieur Pascal DUFORESTEL, Monsieur Jacques TAPIN, ayant donné pouvoir à Madame Elodie TRUONG, Madame Catherine HUVELIN, ayant donné pouvoir à Madame Jeanine BARBOTIN

Excusés :

Monsieur Jean-Romée CHARBONNEAU.

Direction du Secrétariat Général

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement - Communauté d'Agglomération du Niortais - Exercice 2018

Monsieur le Maire expose :

Mesdames et Messieurs,

Après examen de la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 02 septembre 2019 ;

Conformément à l'article D.2224-3 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal de chaque commune adhérant à un établissement public de coopération intercommunale est destinataire du rapport annuel adopté par cet établissement.

Lorsque la commune a transféré ses compétences en matière d'assainissement à un établissement public de coopération intercommunale, le maire présente au Conseil municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le rapport annuel qu'il aura reçu de l'établissement.

Conformément à l'article D.2224-5 du Code général des collectivités territoriales, ce rapport est mis à disposition du public dans les locaux de la Mairie.

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

- prendre acte de la présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement – Exercice 2018 – communiqué par la Communauté d'Agglomération du Niortais.

Le Conseil municipal a pris acte du rapport.

Le Maire de Niort

Signé

Jérôme BALOGÉ

RAPPORT ANNUEL
SUR LE PRIX ET LA QUALITE
DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT
Exercice 2018

(Décret n°2007 – 675 du 2 Mai 2007), arrêté du 2 décembre 2013

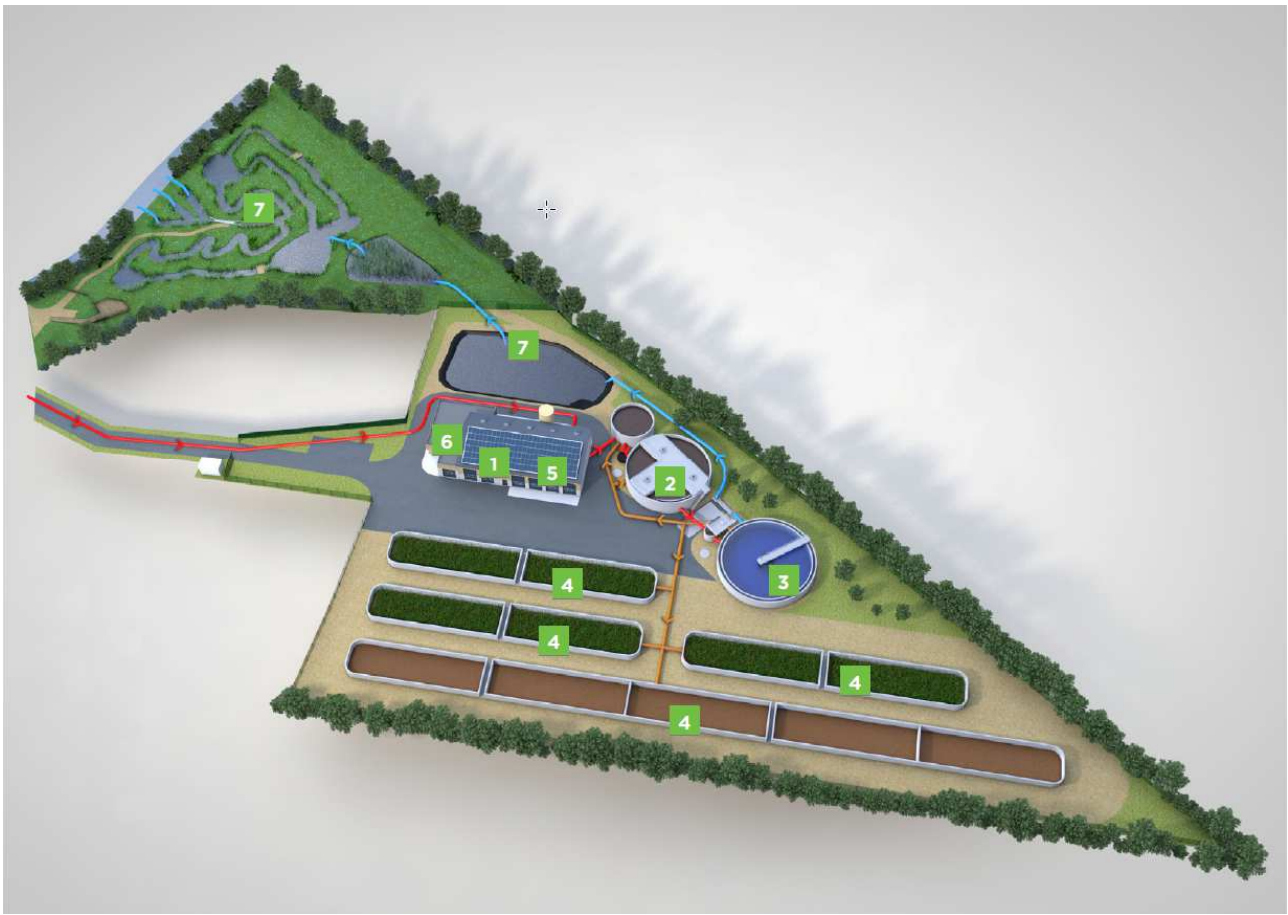


schéma STEP Chaillé (Aiffres)

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION Du Niortais

CONSEIL d'agglomération du 8 juillet 2019

ASSAINISSEMENT – RAPPORTS ANNUELS 2018 SUR LE PRIX ET LA QUALITE
DES SERVICES PUBLICS DE L'ASSAINISSEMENT

Budget Annexe Assainissement

Monsieur Elmano Martins, Vice-Président, expose,

Après examen par la conférence des maires,

Vu le décret n° 95-101 du 2 Février 1955 « BARNIER » et ses décrets d'application,

Vu l'arrêté du 2 Mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau et d'assainissement,

Vu la circulaire d'application du 28 Avril 2008,

Vu l'arrêté du 2 décembre 2013,

Vu le décret n° 2015-1820 du 29 Décembre 2015,

Vu la loi NOTRe,

Il vous est présenté le rapport annuel de l'exercice 2018 portant sur le prix et la qualité des services publics de l'assainissement

- Assainissement collectif et non collectif CAN

Ces rapports seront tenus à la disposition du public au service assainissement et dans chaque mairie des communes de l'agglomération, pour consultation et ils doivent être présentés au conseil municipal de chaque commune de plus de 3 500 habitants avant le 31 Décembre 2019.

Il est demandé au Conseil de Communauté de bien vouloir :

- Prendre acte des rapports annuels 2018 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement.

**LE CONSEIL
ADOpte**

Elmano Martins

Vice-Président

Sommaire

Pages

A) PRESENTATION GENERALE DU SERVICE ASSAINISSEMENT	4
1) IDENTITE ASSAINISSEMENT GLOBALE.....	4
QU'EST-CE QUE L'ASSAINISSEMENT ?.....	5
2) LES RESPONSABILITES DE LA COLLECTIVITE ET DU PARTICULIER.....	6
3) L'ORGANISATION DU SERVICE ASSAINISSEMENT.....	7
4) LES STATIONS D'EPURATION	9
5) LE DEVELOPPEMENT DURABLE A L'ECHELLE DU SERVICE ASSAINISSEMENT DE LA CAN ^(DD A7)	10
B) LA CHAINE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES : ELEMENTS TECHNIQUES.....	11
1) LES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES EQUIPEMENTS GERES	11
a) <i>Les réseaux collectifs de collecte des eaux usées</i>	11
b) <i>Le système d'épuration des eaux.</i>	13
c) <i>Le poste de pompage des eaux usées</i>	18
d) <i>Production et traitement des boues</i>	18
e) <i>Autres produits</i>	19
2) LA POPULATION ET SON RACCORDEMENT AU RESEAU COLLECTIF.....	20
3. LES ASTREINTES.....	23
C) LE PRIX DU SERVICE ASSAINISSEMENT.....	23
1) LE TARIF DE LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT.....	23
2) EVOLUTION DES VOLUMES D'EAU SOUMIS A LA REDEVANCE	24
3) SERVICES ET SENSIBILISATIONS ^(DD A7)	25
D) LE BUDGET, INDICATEURS FINANCIERS ET INVESTISSEMENTS	25
1) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT.....	25
a) <i>Les dépenses</i>	25
b) <i>Les recettes</i>	25
2) LE BUDGET D'INVESTISSEMENT	26
a) <i>Les dépenses</i>	26
b) <i>Les recettes</i>	26
3) INVESTISSEMENTS, ORGANISATION EN LIEN AVEC L'OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT DURABLE. ^(DD A7)	26
E) LES TRAVAUX	27
1) TRAVAUX ACHEVES	30

Liste des annexes

Pages

A1 - GLOSSAIRE	36
A2 – CARTE DES STATIONS D'EPURATION.....	39
A3 - FACTURATION.....	41
A4 - LEGISLATION	46
A5 - LE SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT.....	49
A6 – INDICATEURS DE DEVELOPPEMENT DURABLE ^(DD A7)	51
A7 - SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	56
A8 – L'AGENCE DE L'EAU VOUS INFORME	58

Présentation générale du service Assainissement

Le présent rapport a pour objet de présenter le service assainissement et de rassembler et présenter les différents éléments techniques et financiers relatifs au prix et à la qualité du service public d'assainissement pour l'exercice 2018 selon l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Adresse actuelle:

Communauté d'Agglomération du Niortais

SIEGE

140, Rue des Equarts - CS 28770
79027 NIORT CEDEX

SERVICE ASSAINISSEMENT

24 rue des Grands Champs - Niort
☎ 05.17.38.79.49

Vos interlocuteurs privilégiés :

M. Elmano Martins, Vice-président de la CAN

☎ 05.17.38.79.00

Doris HAFFOUD, Directrice du service Assainissement

☎ 05.17.38.79.47

Didier TIRBOIS, Directeur adjoint, responsable du bureau d'étude

☎ 05.17.38.79.50

Fabrice GAUREAU, Responsable administratif et financier

☎ 05.17.38.79.52

Ouverture au public :

Nos bureaux, situés 24 rue des Grands Champs à Niort, vous accueillent du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17h.

Activités générales et missions des services assainissement :

Le service assainissement de la Communauté d'Agglomération du Niortais (CAN) est géré en régie directe. Il est chargé de la collecte, de l'acheminement et du traitement des eaux usées : pour cela, il assure la conception, la réalisation et l'exploitation des réseaux d'assainissement, des stations d'épuration et des postes de pompage des 45 communes de l'agglomération.

Le service assainissement assure également la maîtrise d'œuvre des travaux d'assainissement (études et suivi des travaux) effectués sur ses communes.

Il se charge aussi de l'instruction des dossiers de mise en place des filières d'assainissement non collectif et de leur contrôle sur les communes ou les quartiers ne possédant pas de système collectif.



1) Identité assainissement globale

- ◆ Nombre de communes : 42
- ◆ Longueur globale des réseaux d'assainissement : 865 km
- ◆ Longueur globale des réseaux d'eaux pluviales (hors unitaire) : 478
- ◆ Nombre de stations d'épuration (STEP) : 23
- ◆ Nombre d'abonnés desservis par le réseau collectif : 46 788

Accès à la version papier
079-200041317-20190710-C55-07-2019-DE
Date de télétransmission : 10/07/2019
Date de réception préfecture : 10/07/2019

Qu'est-ce que l'assainissement ?

En 2018, le service assainissement de la CAN a assuré la compétence « assainissement » pour les 42 communes qui composent son territoire : *Aiffres, Amuré, Arçais, Beauvoir/Niort, Bessines, Le Bourdet, Brulain, Chauray, Coulon, Echiré, Epannes, Fors, Frontenay-Rohan-Rohan, Germond-Rouvre, Granzay-Gript, Juscorps, La Foye Monjault, La Rochénard, Le Vanneau-Irleau, Magné, Marigny, Mauzé-sur-le-Mignon, Niort, Plaine d'Argenson (= Belleville, Boisserolles, Prissé la Charrière, St Etienne la Cigogne), Prin-Deyrançon, St Gelais, St Georges de Rex, St Hilaire la Palud, St Martin de Bernegoue, St Maxire, St Rémy, St Roman des Champs, Sansais, Sciecq, Thorigny, Usseau, Vallans, Villiers en Plaine et Vouillé.*

Pour nos besoins quotidiens (douches, WC, lave-linge, vaisselle...), nous produisons tous des eaux usées qui doivent être traitées avant d'être rejetées dans le milieu naturel. La loi sur l'eau du 30 décembre 2006 prévoit une obligation générale d'assainissement (collectif ou non collectif) sur le territoire de chaque commune.

Le plan de zonage de l'assainissement répartit les foyers du territoire en 2 types d'assainissement, collectif et non collectif.



- ♦ **L'assainissement collectif** consiste en la réalisation des collecteurs d'eaux usées et de branchements pour chaque propriété ; les eaux usées sont ensuite traitées dans une station d'épuration avant d'être rejetées en rivière.

L'assainissement collectif est privilégié en zone urbaine ; en zone rurale, l'assainissement collectif n'est réalisé que si l'assainissement autonome est impossible (exiguïté des terrains, inadaptation des sols...)

Le rapport suivant présentera en détail l'assainissement collectif de la CAN. Un rapport distinct résume l'activité du SPANC.

2-1 CAN

Dans le cadre de marchés de travaux, 450 nouveaux branchements ont été réalisés (contre 332 en 2017).

Les extensions de réseaux d'eaux usées représentent 5725 mètres (3350 m en 2017), les renouvellements de réseau sont en baisse (3510 m en 2018, contre 5250 m en 2017 et 2650 m en 2016), avec une priorité donnée en secteur sensible (communes de Chauray, Frontenay Rohan Rohan, Magné, Niort, St Hilaire la Palud et Vouillé). Ont également été réalisés 6130 mètres de réseaux de refoulement, en liaison avec la mise en service de nouvelles zones de desserte.

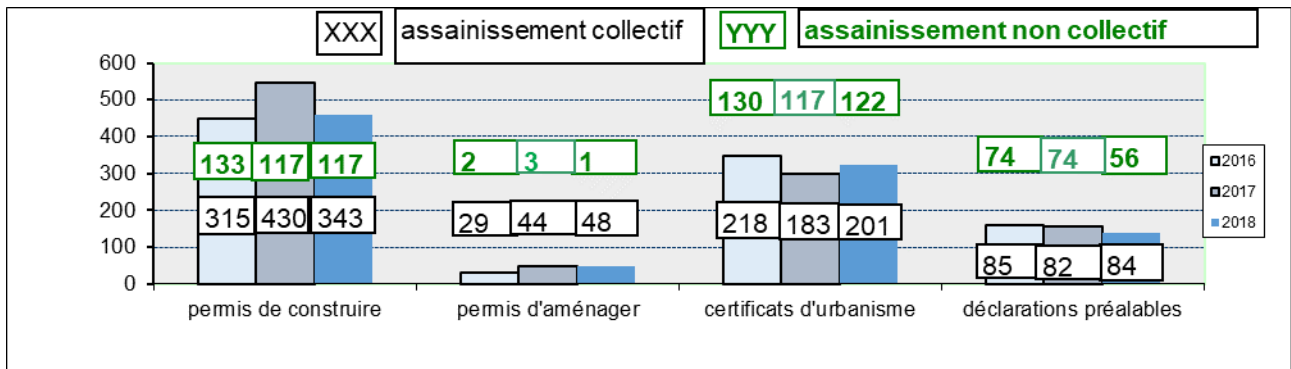


Renouvellement réseau unitaire Place Chanzy Niort)



Extension de réseau eaux usées (Le Vanneau Irleau – route de Niort)

En assainissement collectif, le service a étudié 343 permis de construire, 201 certificats d'urbanisme, 84 déclarations préalables et 48 permis d'aménager dans le cadre de l'instruction des dossiers d'urbanisme en assainissement collectif. Ce sont au total 972 dossiers (assainissement collectif et non collectif) qui ont été instruits en 2018 (baisse de 7% par rapport à 2017, après une hausse de 14% en 2016 et 15% en 2015).



Il a été vérifié la conformité du raccordement de 1440 branchements au réseau collectif (1439 en 2017).

2) Les responsabilités de la collectivité et du particulier

La collectivité gestionnaire de l'assainissement :

Elle est responsable de l'assainissement. Pour les zones relevant de l'assainissement collectif, elle finance les réseaux, la partie publique des branchements, les stations d'épuration ainsi que le fonctionnement du service.

Pour les zones relevant de l'assainissement autonome, elle donne son avis sur les filières de traitement à mettre en place, assure leur contrôle ainsi de leur entretien.

Le particulier :

En cas d'assainissement collectif : il doit se raccorder dans les 2 ans suivant la création du réseau et s'acquitter de la redevance assainissement.

En cas d'assainissement autonome, le particulier doit posséder un dispositif d'assainissement en bon état de fonctionnement qui doit être entretenu régulièrement (vidange lorsque le taux de boues dépasse 50% du volume de la fosse, soit environ tous les 4 ans).

3) L'organisation du service assainissement

Moyens humains

Près de 70 agents (dont, en 2018, 1 apprenti et un contrat d'avenir), répartis en plusieurs services/équipes, gèrent l'assainissement (assainissement collectif, assainissement non collectif et eaux pluviales) sur l'ensemble du territoire :

Un **service projets et travaux et une équipe de contrôle de l'assainissement** se charge de l'établissement des projets, des dossiers de consultation et de la surveillance des travaux confiés aux entreprises, ainsi que des dossiers d'urbanisme. Les contrôleurs sont chargés de la conformité des raccordements aux réseaux collectifs, des contrôles de conception/réalisation et diagnostics/contrôles de bon fonctionnement des filières d'assainissement autonome.

Un **service administratif et financier** assure la comptabilité, la gestion des marchés publics, la facturation et la gestion des abonnés de l'assainissement collectif, la gestion de l'assainissement non collectif et la facturation des branchements, ainsi que la mise en œuvre et le suivi des différentes conventions et délibérations.

Un **service d'exploitation** est installé principalement sur le site de la station d'épuration de Goilard à Niort. Il entretient 23 stations d'épuration dont la capacité varie entre 20 et 80 000 EH (Equivalent-Habitants). Il exploite plus de 200 postes de pompage, 800 km de réseaux d'eaux usées, ainsi que plus de 450 km de réseaux d'eaux pluviales. Le personnel procède aux dépannages, réparations, surveillance, analyses des eaux des stations d'épuration et postes de pompage, et au renouvellement du matériel et équipements.



Remplacement d'un rotor par un rotor haut rendement, STEP Magné -



Renouvellement des diffuseurs fines bulles de la STEP de Pelle-Chat

Les électromécaniciens ont procédé à 877 interventions au total, soit une baisse sensible des interventions (795 interventions en 2015, 1042 en 2016, 1154 en 2017). Les chantiers se sont réduits (passant de 8.5 à 2.4%) et la part de curatif a augmenté (passant de 86 à 90%), dont les interventions en astreinte (passant de 10 à 18%).

L'entretien de la métrologie a continué à se développer et a représenté plus d'un millier d'heures d'interventions (1069h en 2018, 1022 en 2017), étalonnages, bilans, suivi du fonctionnement et dépannages.

Les équipes d'égoutiers ont effectué des campagnes de curage préventif sur 30.25 km de réseau, dont 21,1 km pour les inspections télévisées (64 km en 2016, 67 en 2017), 493 interventions de débouchage (réseaux, branchements), contre 313 en 2016, et 356 en 2017, la vidange régulière des sabliers et ouvrages, l'entretien des ouvrages pluviaux et bouches avaloirs (plus de 12 000, 1 à 2 fois par an).

Ils ont effectué 111 heures (125 en 2016, 92 en 2017) d'interventions en astreinte par égoutier (2 égoutiers d'astreinte en même temps).

Un à 2 agents réalisent également l'entretien des espaces verts (stations d'épuration, postes de refoulement, bassins d'orage).

L'entretien des espaces verts (plus de 120 sites) a représenté 344 jours de travail sur 26 communes (383 en 2017) auxquels s'ajoutent 24 135€ de prestations réalisées par ID Verde (23 745€ en 2017). Lorsque cela est possible, le service privilégie au maximum les interventions en régie, afin de limiter les coûts des prestataires extérieurs.



Une astreinte composée d'un cadre, d'un électromécanicien et de deux égoutiers a assuré 465 heures d'interventions en dehors des horaires de travail, ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés. Une hausse est constatée par rapport à 2017 (417 heures).

La conduite d'opération et la maîtrise d'œuvre de l'ensemble des travaux (extension et renouvellement des réseaux, stations d'épuration, bassins d'orage, postes de refoulement etc.) sont assurées en régie.

Les moyens techniques du service :

Pour l'exploitation et l'entretien des ouvrages, le service dispose de :

- 5 poids lourds pour aspiration et hydrocurage, dont un 26T livré fin 2017 (en photo ci-dessous)



- 2 camions benne
- Des fourgons d'intervention pour les électromécaniciens, les serruriers et les équipes d'exploitation des stations.
- Un système d'hydrocurage léger sur remorque
- 13 véhicules légers pour les déplacements liés à l'activité du service
- une caméra d'inspection et d'enregistrement vidéo (permettant des inspections du diamètre 150 à 600) ainsi qu'un véhicule adapté pour ces interventions et une caméra d'inspection des branchements.



Figure 1 : matériel d'inspection vidéo

Les réparations, les remplacements de pompes et divers matériels ainsi que les travaux de serrurerie sont effectués, en général, à l'atelier de la station d'épuration de Niort, ou par des entreprises locales.

4) Les stations d'épuration

(Cf. annexe 2 et 3)

En 2018, le service assainissement de la CAN exploitait 23 stations d'épuration (STEP). Leur capacité variait entre 20 et 80.000 EH (Equivalent-Habitant).

L'objectif d'une station d'épuration

Une station d'épuration sert à purifier les eaux que nous utilisons puis rejetons et qui sont chargées de toutes sortes de pollutions (organique, azotée, phosphorée...). Ces eaux usées comprennent d'une part l'eau rejetée quotidiennement par les usagers (eaux domestiques) mais aussi les eaux résiduelles des usines, entreprises, commerces... et d'autre part les eaux usées et pluviales collectées dans les réseaux unitaires.

De nouvelles stations d'épuration à Prahecq, Saint Symphorien, Saint Maxire, Arçais, Marigny, Aiffres etc.



Les nouvelles normes européennes de rejet des eaux usées ont conduit les collectivités à construire de nouvelles stations d'épuration plus performantes dans l'élimination de l'azote et du phosphore en partie responsables de la prolifération d'algues dans les rivières (Sèvre Niortaise, Guirande...). Dans un souci de protection de leur environnement, les collectivités ont décidé de lancer d'importants programmes de travaux d'assainissement sur les communes de Niort, Prahecq, Granzay Gript, Saint Symphorien, Aiffres, Marigny, Frontenay-Rohan-Rohan, Chauray, Echiré et St Gelais. De même, les communes d'Epannes, St Maxire, Granzay Gript, Arçais, Sansais, Vallans sont situées en zones sensibles (périmètre de protection de captage pour St Maxire et Granzay Gript, Epannes, le Vanneau-Irleau et Vallans, Marais Poitevin pour Arçais, Sansais et le Vanneau-Irleau) ; leur assainissement (STEP, réseaux) est également une priorité.

Les travaux la station d'épuration d'Aiffres (Chaillé) ont débuté en janvier 2017 et se sont poursuivis toute l'année. Elle a été mise en service fin janvier 2018.

Les travaux et la mise en service de celle de Sansais (650 EH) ont eu lieu (photo ci-contre).

Le doublement de la filière de traitement des boues de Beauvoir sur Niort a également été réalisé, ainsi que la consultation pour le renouvellement de la station d'épuration de Marigny (333 EH).

renouvellement de la station
 079-200041317-20190710-C55-07-2019-DE
 Date de télétransmission : 10/07/2019
 Date de réception préfecture : 10/07/2019
 9

Le montant des investissements consacrés aux études et travaux de réseaux, stations d'épurations et postes de refoulements s'est élevé à 7.8 M€ (contre 10M€ en 2017, année exceptionnelle).

5) Le développement durable à l'échelle du service assainissement de la CAN ^(DD A7)

De par sa fonction, le service assainissement de la CAN est un acteur direct qui a pour objectif la préservation de l'environnement.

Le service assainissement de la CAN adapte au mieux les méthodes de traitement des eaux usées de façon locale et donne une priorité aux méthodes biologiques (et non chimique lorsque cela est possible). La qualité des cours d'eaux et des rejets de STEP est suivie régulièrement par auto-contrôle, et prestations de vérification externalisées.

Le traitement de l'azote et du phosphore est systématique pour limiter les risques d'eutrophisation. Plusieurs rapports annuels sont édités sur les activités et les services de la chaîne d'assainissement de la CAN. Les bilans font l'objet de délibérations ainsi que les données et indicateurs qui sont consultables par le grand public sur le site Internet de la CAN.

En plus des services conventionnels liés à ses missions, le service assainissement investit et prend d'ores et déjà des mesures pour limiter sa consommation d'énergie, pour valoriser les déchets et sensibiliser le grand public quant à la préservation de la qualité des cours d'eaux et à l'importance de l'assainissement.

Le présent rapport comporte les informations à propos des actions sur le fonctionnement, les réseaux ainsi que les investissements, la sensibilisation et les services menés par la CAN en faveur d'un développement durable, tous ces points seront indiqués par l'indice ^(DD A7) et sont détaillés dans l'annexe **A7 Indicateur de développement durable**.

B) La chaîne d'assainissement des eaux usées : éléments techniques

1) Les caractéristiques principales des équipements gérés

a) Les réseaux collectifs de collecte des eaux usées

La CAN assure la collecte et le traitement des eaux d'origine domestique ou industrielle de 27 communes où un réseau d'assainissement existe (Aiffres, Amuré, Arçais, Beauvoir/Niort, Bessines, Brûlain, Chauray, Coulon, Echiré, Epannes, Frontenay Rohan Rohan, Germond-Rouvre, Granzay-Gript, Magné, Marigny, Mauzé sur le Mignon, Niort, Prahecq, Saint-Gelais, Saint Hilaire La Palud, Saint-Maxire, Saint-Rémy, Saint-Symphorien, Sansais, Sciecq, Vallans et Vouillé) par l'intermédiaire de réseaux de 2 types :

- ◆ **Le réseau unitaire** appelé communément « tout à l'égout » : cet ancien type de réseau reçoit indistinctement les eaux usées et pluviales mais en période de pluie de système possède l'inconvénient de surcharger hydrauliquement les stations d'épuration et de rendre plus délicates les opérations de traitement des eaux usées car il diminue la charge organique. Ce type de réseau existe sur le bassin centre-ville de Niort et sur les communes de Prahecq, Mauzé et Aiffres.
- ◆ **Le réseau séparatif** : il s'agit de 2 réseaux posés en parallèle, le 1^{er} reçoit les eaux usées qui sont dirigées vers la station d'épuration pour y être traitées, le 2nd accueille les eaux pluviales qui sont directement déversées dans les rivières sauf sur certains sites sensibles où les 1^{ères} eaux de pluie vont en station d'épuration car elles sont chargées en hydrocarbures et autres polluants (bassin de dépollution implantés sur certains secteurs sensibles, bassin du Lambon à Niort par exemple).

Cette formule est très développée depuis plus d'une trentaine d'années car ce procédé rend plus facile les opérations de traitement des eaux usées. Actuellement, tous les nouveaux systèmes d'assainissement collectifs mis en place sont réalisés en réseau séparatif. La plupart des communes de la CAN sont équipées en réseau séparatif.

Le service en régie (ou par l'intervention d'une entreprise externe) examine et réalise des diagnostics des réseaux d'assainissement et d'eaux pluviales pour un suivi régulier et une maintenance ciblée dans un objectif de gestion à long terme ^(DD A7)

En 2018, plus de 7 500 000 m³ d'eaux usées sont collectées grâce à une longueur globale de plus de 865 km de réseaux collectifs (hors branchements) qui se répartissent de la façon suivante entre les communes de la CAN :

LONGUEUR GLOBALE DES RESEAUX COLLECTIFS (en Km)

Commune	2017		2018					
	Total EU	Total EP	Refolement EU	Refolement U	Gravitaire EU	Gravitaire U	Total EU2	Total EP3
Aiffres	38,0	24,8	5,7		31,7	3,2	40,6	25,4
Amuré	5,8	2,0	4,3		1,5		5,8	2
Arçais	10,0	4,7	2,6		7,4		10	4,5
Beauvoir sur Niort	15,2	2,8	1,1		14,5		15,6	3,1
Bessines	17,5	10,8	5,5		14,2		19,7	12,9
Brûlain	1,0	4,3	0,1		0,9		1	4,3
Chauray	69,7	43,0	13,7		59,5		73,2	42,3
Coulon	11,7	8,1	0,6		11,5		12,1	8,1
Echiré	32,0	18,3	7,7		25		32,7	18,5
Epannes	8,6	5,7	2,1		7,2		9,3	5
Fors	0,0	7,9			0		0	8
Frontenay Rohan Rohan	27,8	7,7	8,2		19,8		28	7,7
Germond – Rouvre	5,2	5,0	0,5		4,7		5,2	5
Granzay – Gript	15,8	1,9	7,5		8,4		15,9	1,9
Juscorps	0,0	0,9					0	0,9
La Foye - Monjault	0,0	1,5					0	1,5
La Rochénard	0,0	1,8					0	1,7
Le Bourdet	0,0	3,1					0	3
Le Vanneau Irleau	1,2	6,3	0,5		1		1,5	6,3
Magné	25,9	13,8	6,4		20,6		27	13,8
Marigny	5,1	2,0	0,4		4,7		5,1	2
Mauzé sur le Mignon	25,2	3,8	1,4	0,7	17,2	8,9	28,2	3,8
Niort	347,0	215,5	21,9	5,3	260,3	68	355,5	219,7
Plaine d'Argenson	0,0	3,1					0	3,1
Prahecq	21,4	7,2	3,6		13,5	5	22,1	7,2
Val du Mignon	0,0	1,9					0	1,1
Prin - Deyrançon	0,5	1,9			0,5		0,5	1,9
Saint Gelais	24,4	7,8	7,9		17,4		25,3	7,8
Saint Georges de Rex	0,0	5,8					0	5,8
Saint Hilaire la Palud	16,7	5,2	3		13,8		16,8	5,2
Saint Martin de Bernegoue	0,0	8,2					0	8,2
Saint Maxire	15,0	4,5	4		11,2		15,2	4,5
Saint Rémy	13,8	2,8	5,7		8,1		13,8	2,8
Saint Romans des Champs	0,0	0,0					0	0
Saint Symphorien	16,8	4,8	4,9		12,4		17,3	4,8
Sansais	8,5	5,6	3,7		5,9		9,6	5,6
Sciecq	6,2	0,7	1,8		4,7		6,5	0,7
Vallans	10,0	1,1	3,9		6,1		10	1,1
Villiers en Plaine	0,0	3,7					0	3,7
Vouillé	41,9	13,1	10,4		31,7		42,1	13,1
Total	838,1	472,3	139,1	6	635,4	85,1	865,6	478

b) Le système d'épuration des eaux.

• Type et capacité des principales stations d'épuration

Les eaux usées collectées à travers le réseau d'assainissement (séparatif et unitaire) sont dirigées vers les stations d'épuration gérées par la CAN dont les principales présentent les capacités suivantes :

DESIGNATION STATION	DATE DE MISE EN SERVICE	TYPE D'EPURATION	MILIEU RECEPTEUR	CAPACITE EN EH (1)
Arçais – Le Vendier	2013	Boues activées	Sèvre Niortaise	2500
Aiffres - Chaillé	2018	Boues activées	La Guirande	8800
Beauvoir sur Niort	2004	Boues activées	infiltration	1300
Brûlain	2006	Filtre à sable	Fossé	110
Coulon – la Prée	1979	Boues activées	La Sèvre Niortaise	1660
Coulon – la roche avane		Décanteur – Digesteur + épandage	infiltration	50?
Frontenay-Rohan-Rohan	2009	Boues activées	Guirande	5800
Germond Rouvre	2007	Filtre à sable	infiltration	500
Magné	1995	Boues activées	La Sèvre Niortaise	3600
Marigny	1989	Lagune	Ruisseau de la Planche	200
Mauzé sur Le Mignon	1992	Boues activées	Le Mignon	3500
Niort Goilard	2006	Boues activées	La Sèvre Niortaise	80000
Niort (La Tranchée)	1992	Boues activées	Ruisseau du Puits des filles	300
Prahecq La taillée	2011	Boues activées	Guirande	3500
Prahecq hameau	2013	Micro-station	Infiltration	20
Saint Gelais (Pelle Chat)	2011	Boues activées	La Sèvre Niortaise	24000
St Gelais Buisson Martin	2004	Filtre à sable	Fossé	180
Saint Gelais – Poligny	1975	Boues activées	Infiltration	60
Saint Hilaire La Palud	1980	Lagune	La Grande Rigole (canal)	1000
Saint Hilaire la Palud (La Névoire)	2007	Boues activées	Fossé	180
Saint Maxire	2012	Boues activées	Sèvre Niortaise	2800
Saint Symphorien	2013	Boues activées	Guirande	2500
Sansais	2018	Filtres plantés de roseaux	Sèvre Niortaise	650

(1) La capacité d'une station d'épuration est définie en Equivalent-Habitant (EH), c'est à dire sur la base du nombre de personnes dont elle serait en mesure de traiter les effluents si elle ne recevait que des effluents domestiques.

Les réseaux des communes de Bessines, Saint Rémy, Sciecq et Vouillé sont raccordés pour le traitement sur la station d'épuration de Niort (GOILARD). Le quartier de La GARETTE à Sansais est raccordé sur la station d'épuration de Magné. Les réseaux des communes de Chauray et Echiré sont raccordés à la station d'épuration de Saint Gelais (Pelle Chat). Le réseau de Granzay-Gript est raccordé sur la station de Saint Symphorien. Les réseaux d'Amuré (La Gorre), Epannes et Vallans sont raccordés sur la station de Frontenay Rohan Rohan.

• Bilans épuratoires sommaires des stations d'épuration

(c.f annexe 4)

Les rendements épuratoires entre l'entrée et la sortie des stations sont, en moyenne, les suivants

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20190710-C55-07-2019-DE
Date de télétransmission : 10/07/2019
Date de réception préfecture : 10/07/2019

Année 2018

Désignation STATION	Capacité nominale (EH)	Population raccordée	DCO en %	DBO5 en %	MES en %	Azote (NGL) en %	Phosphore en %	Taux de conformité des bilans 24h Step >2000 EH (a. 254.3)	Observation	Ratio de consommation énergétique en KW/kg DBO5 éliminé
Aiffres	8800	4900	93	98	95	75	74	94 %	Défauts : NGL : 2 Pt : 1	3.41
Arçais (Vendier)	2500	650	95	99	98	81	88	100 %		4.6
Beauvoir sur Niort	1300	1200	94	98	99	95	92	100 %		2.25
Brûlain	110	70	88	96	96	74	14	100 %		
Coulon	1660	1600	88	95	87	67	82	97 %	Défaut : MES : 1	0.96
Frontenay RR (Vergnée)	5735	3100	95	99	98	93	87	91 %	Défauts : DCO : 2 Pt : 2	3.34
Germond Rouvre	500	450	92	97	91	84	30	100 %		
Magné	3600	2700	91	97	96	87	90	100 %		2.23
Marigny	150	300						Idem 2017		
Mauzé sur Le Mignon	3500	2600	87	94	89	71	62	92 %	Défauts : DCO : 1 DBO : 1 MES : 1	2.57
Niort (Goillard)	80000	58000	94	98	98	88	92	94 %	Défauts : DCO : 1 DBO : 2 MES : 1 NGL : 6 Pt : 11	2.16
Niort (Tranchée)	283	120	98	99	99	96	89	100 %		
Prahecq	3500	1850	95	99	99	87	72	88 %	Défauts : DCO : 1 MES : 1 Pt : 3	2.87
St Gelais (Pelle chat)	24000	10000	96	99	99	86	90	97 %	Défauts : NGL : 1 Pt : 2	2.35
St Gelais Buisson Martin	180	80						Idem 2017		0
St Gelais – Poligny	60	20	83	75	76	53	71	100 %		
St Hilaire La Palud (bourg)	1000	1100	71	80	65	42	36	83 %	Défaut : DCO : 1	
St Hilaire La Palud (Névoire)	150	100	98	99	100	92	60	100 %		
Saint Maxire	2800	800	97	99	99	91	95	100 %		3.68
St Sym - phorien	2500	1000	96	99	99	92	91	100 %		4.8
Sansais	650								Mise en service : Mars 2019	

Une nouvelle station d'épuration (Aiffres) a été mise en service en début d'année ; la qualité de traitement n'est pas encore optimisée. On note une amélioration assez générale des ratios de consommation énergétique. Seules les stations de Saint Symphorien et Mauzé/Mignon ne sont pas concernées.

Année 2017

Désignation STATION	Capacité nominale (EH)	Population raccordée	DCO en %	DBO5 en %	MES en %	Azote (NGL) en %	Phosphore en %	Taux de conformité des bilans 24h Step >2000 EH	Observation	Ratio de consommation énergétique en KW/kg DBO5 éliminé
Aiffres	4200	4900	96	99	99	75	92	100 %		2.21
Arçais (Vendier)	2500	650	93	98	97	81	87	91 %	Défauts : DCO : 1 MES : 1 NGL : 1 Pt : 1	6.1
Beauvoir sur Niort	1300	1200	97	99	99	90	86	100 %		2.95
Brûlain	110	70						Idem 2016		
Coulon	1660	1600	84	94	85	77	65	94 %	Défauts : MES : 2	1.42
Frontenay RR (Vergnée)	5735	3100	95	99	99	93	81	89 %	Défauts : DCO : 2 Pt : 3	3.57
Germond Rouvre	500	450	85	96	92	84	16	100 %		0.99
Magné	3600	2700	94	98	96	87	94	100 %		2.78
Marigny	150	300	83	82	86	60	20	100 %		0.11
Mauzé sur Le Mignon	3500	2600	95	99	98	81	83	100 %		1.91
Niort (Goillard)	80000	58000	96	99	98	91	93	98 %	Défauts : MES : 1 NGL : 1 Pt : 6	2.11
Niort (Tranchée)	283	120						100 %		19,7 (/kgMS)
Prahecq	3500	1850	92	97	97	94	85	90 %	Défaut : DCO : 1 MES : 1 Pt : 2	2.74
St Gelais (Pelle chat)	24000	10000	96	99	99	90	93	99 %	Défauts : Pt : 1	2.63
St Gelais Buisson Martin	180	80						100 %		0
St Gelais - Poligny	60	20						Idem 2016		2.84 (/kgMS)
St Hilaire La Palud (bourg)	1000	1100	72	87	63	58	35	100 %		0.5
St Hilaire La Palud (Névoire)	150	100						100 %		5
Saint Maxire	2800	800	98	99	99	89	92	100 %		4.39
St Sym - phorien	2500	1000	97	99	99	93	93	100 %		4.34

En 2017, la faible pluviométrie a eu un impact favorable sur les volumes à traiter, les taux de conformité des installations, ainsi que sur la plupart des ratios de consommations énergétiques.

Année 2016

Désignation STATION	Capacité nominale (EH)	Population raccordée	DCO en %	DBO5 en %	MES en %	Azote (NGL) en %	Phosphore en %	Taux de conformité des bilans 24h Step >2000 EH	Observation	Ratio de consommation énergétique en KW/kg DBO5 éliminé
Aiffres	4200	4900	95	99	98	85	89	100 %		1.95
Arçais (Vendier)	2500	650	95	98	97	86	93	100 %		6.9
Beauvoir sur Niort	1300	1200	97	99	99	93	82	100 %		2.19
Brûlain	110	70	91	99	87	74	28	100 %		0.97
Coulon	1660	1600	83	95	78	72	67	100 %		1.94
Frontenay RR (Vergnée)	5735	3100	93	98	97	90	80	75 %	Défauts : DCO : 1 MES : 1 NGL : 1 Pt : 1	3.57

Accusé de réception en préfecture
07/00021317-20190710-C55-07-2019-DE
Date de transmission : 10/07/2019
Date de réception préfecture : 10/07/2019

									NGL : 1 Pt : 1	
Germond Rouvre	500	450	90	97	97	81	12	100 %		1.27
Magné	3600	2700	94	97	96	77	93	100%		3.21
Marigny	150	300						100%		0.13
Mauzé sur Le Mignon	3500	2600	94	98	97	88	92	100 %		2.49
Niort (Goillard)	80000	58000	95	99	98	89	93	96 %	Défauts : DCO : 1 MES : 1 NGL : 4 Pt : 7	2.19
Niort (Tranchée)	283	120	78	89	94	91	77	100 %		9,09
Prahecq	3500	1850	92	97	97	69	85	94 %	Défaut : DCO : 1 MES : 1	2.83
St Gelais (Pelle chat)	24000	10000	97	99	99	92	94	100 %		2.46
St Gelais Buisson Martin	180	80						100%		0
St Gelais – Poligny	60	20						100 %		
St Hilaire La Palud (bourg)	1000	1100	82	89	92	52	46	100 %		0.5
St Hilaire La Palud (Névoire)	150	100	96	99	99	93	54	100 %		5.37
Saint Maxire	2800	800	97	99	99	90	91	100 %		4.41
St Sym - phorien	2500	1000	94	98	98	81	84	100 %		5.68

En 2016, l'optimisation des consommations (produits de traitement, énergie) des stations d'épuration d'Arçais, Prahecq et Saint Symphorien s'est poursuivie.

Comme en 2015, pratiquement tous les résultats qualitatifs sont conformes ; les cas de non-conformité sont essentiellement dus à des mesures en pourcentage de traitement sur des eaux diluées en entrée (période hivernale), alors que les résultats qualitatifs (en mg/l) sont satisfaisants.

- ◆ **EH** : C'est la pollution théorique engendrée par un habitant. 1 **Equivalent-Habitant** correspond à 60 g de DBO5 ; 135 de D.C.O ; 9,9 g d'azote et 3,5 g de phosphore par jour.
- ◆ **DBO5** : Demande Biochimique en Oxygène pour 5 jours. La connaissance de cette valeur permet d'évaluer la charge polluante contenue dans l'eau usée.
- ◆ **D.C.O** : Demande Chimique en Oxygène ; cette valeur détermine la quantité globale d'oxygène nécessaire à la dégradation de la pollution.
- ◆ **M.E.S** : Matières En Suspension ; c'est la concentration en masse non soluble contenue dans un liquide
- ◆ **AZOTE** : dans les eaux usées domestiques, l'azote provient essentiellement des rejets humains physiologiques.
- ◆ **PHOSPHORE** : le phosphore des eaux usées domestiques provient des rejets physiologiques et des détergents.

Pour plus de précisions sur les termes techniques, consulter le glossaire porté en annexe.

• Evolution du débit moyen journalier (en m³ par jour)

L'évolution en moyenne des charges hydrauliques traitées sont les suivantes :

DESIGNATION STATION	2005 – année sèche	2015	2016	2017	2018
Aiffres	601	868	923	588	944
Arçais (Vendier)		84	95	71	115
Beauvoir sur Niort		148	150	142	157
Brûlain		9	11	8	12
Coulon	282	513	478	466	466

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20190710-C55-07-2019-DE
Date de télétransmission : 10/07/2019
Date de réception préfecture : 10/07/2019

Frontenay-Rohan-Rohan	423	608	637	521	707
Germond Rouvre		62	69	54	72
Magné	288	556	650	459	655
Marigny		63	70	42	97
Mauzé	326	459	464	465	538
Niort (Goilard)	10 826	13 113	12 516	10 799	13 673
Prahecq		527	604	408	682
Prahecq (Juilles)					
St Gelais Pelle Chat		1680	1755	1479	1812
St-Gelais Buisson Martin	5	5.8	8	9	9
St-Hilaire (bourg)	228	256	258	192	404
St-Hilaire (La Névoire)		10	12	12	21
St- Maxire (Les champs de la croix)		90	96	92	93
Saint Symphorien		154	222	218	324
Niort la Tranchée		94	80	66	110
TOTAL CAN	14 074	19 294	19 098	15 940	20 891

Seules les données effectivement disponibles sont reportées.

Données en italique : valeurs issues de l'autocontrôle CAN

*: Mise en service nouvelle station d'épuration

** : arrêt STEP en cours d'année

valeurs en rouge : dépassement charge hydraulique.

L'année 2018 a été plus pluvieuse que les 3 années précédentes. Ceci a des conséquences sur les débits traités (+20% par rapport à 2017) et les dépassements de charges hydrauliques, plus importants, y compris sur des stations récentes (Prahecq, Saint Symphorien)

La mise en service de la métrologie a permis de comptabiliser des temps de rejets d'eaux usées significatifs, ils représentent :

- Arçais : 277m³ (en décembre 2018, due a une pluviométrie très élevée sur 2 jours en décembre)
- Aiffres : 0 m³, (6428 m³ en 2017, soit 3% du volume traité, 44 271m³ en 2016)
- Coulon : 2877 m³, dont 90% en avril, soit 1.7% du volume total (déversements de 360h en 2017, 338h en 2015 et 469h en 2016). En 2018, pour la 1^{ère} fois les volumes sont comptabilisés
- Mauzé : 25 m⁵ (6962 m³ en 2017, soit 3.95% du volume traité, 7389 m³ en 2016 et 13 800 m³ en 2015)
- Prahecq : 3457 m³, soit 1.4% du volume total, dont 93% en décembre et janvier ont été déversés, contre, en 2017, 5 m³ sur le Bassin d'orage (0m³ en 2016) et 1h de déversement au DO du Lavoir (contre 74h en 2016), 0h au DO du Logis (contre 68h en 2016)
- Niort : 109 000 m³ ont été déversés en 2018 (contre 45 145m³ en 2017), soit 2.2% du volume total, dont plus de 70% au quai Métayer. La mise en service du bassin d'orage quai Métayer a permis de limiter significativement les déversements depuis 2015 (précédemment, il était fréquent de déverser 500 000 m³/an). La mise en œuvre d'une comptabilisation plus complète des rejets sur le réseau en 2017 a entraîné la comptabilisation (pour la 1^{ère} fois) de 41 261 m³ déversés sur les réseaux (1.02% des volumes transités), puis de 119 000m³ en 2018, soit 2.3% des volumes transités (dont 86% au DO de la passerelle)

Au total, en 2018, plus de 7.5 millions de m³ (6 Mm³ en 2017, 7 Mm³ en 2015 et 2016) d'eaux usées ont été traitées dans les stations d'épuration de la CAN, correspondant à une pluviométrie assez importante (de 800 à plus de 900 mm/an, en fonction des secteurs).

c) Le poste de pompage des eaux usées

Les postes de pompage sont utilisés pour reprendre les eaux des points bas qui sont ensuite dirigées vers les stations d'épuration. Actuellement, sur les 27 communes équipées en réseaux collectifs, il existe plus de 210 postes de pompage qui sont de diverses capacités : de moins de 10 m³/heure jusqu'à 1 200 m³/heure au poste du quai Métayer à Niort.

Les postes de pompage sont visités à des cadences variables selon leur importance. Un système de télégestion, dont le poste central est situé à la station d'épuration de Niort, permet de visualiser la marche de ces postes et d'intervenir en cas de problème.



Figure 2 : poste Refoulement Amuré

Dans un souci d'économie d'énergie, les pompes de refoulement renouvelées sont à haut rendement (DD A7).

d) Production et traitement des boues

Les boues désignent les sédiments résiduels issus du traitement des eaux usées des stations d'épuration. Toutes les boues extraites nécessitent un traitement avant d'être renvoyées à leur « destination finale ».

Les productions de boues, exprimées en tonnes de matières sèches (T de MS) sont les suivantes :

DESIGNATION STATION	QUANTITE DE BOUES (TMS) 2005	2015	2016	2017	2018
Aiffres	84	83.5	75	113	52
Arçais Le Vendier		10.3	8.3	9	11
Beauvoir S/Niort		19	16.2	19	22,5
Brûlain		0	0	0	0
Coulon	21	22	15	32	42
Frontenay-Rohan-Rohan	15	54	50	46	51
Germond Rouvre			0	0	0
Magné	45	54	38	40	35
Marigny		4.2	24	24	0
Mauzé sur Le Mignon	42	52.9	47.5	47	35
Niort (GOILARD)	1 064	1270	1275	1170	1240
Niort (La Tranchée)		0.5	1	0,5	

Prahecq		55	49	51	39
Saint Gelais (Pelle Chat)		301	206	238	306
Saint-Gelais (Poligny)		0.1	0.1	0,15	0,2
Saint-Gelais (Buisson Martin)			0	0	0
Saint-Hilaire (bourg)		0	59	5	0
Saint-Hilaire (La Névoire)		2	3	6	7
St Maxire (Les champs de la croix)		13	11	18	15,5
St Symphorien		20.8	27	33	41
TOTAL CAN	1 414	1 790	1 833	1 852	1 899

En 2018, le traitement des boues de la nouvelle station d'épuration d'Aiffres n'a fonctionné que 7 mois (le temps de la montée en charge de la station d'épuration), ce qui explique le faible niveau de production de boues.

Les boues (liquides) des stations de Magné, Mauzé/le Mignon et Prahecq sont épandues et valorisées en agriculture. Les boues de la station d'épuration de Coulon, sont transportées à la station d'épuration de Goilard où elles sont déshydratées par centrifugation. Les boues de la station d'épuration de Pelle Chat font l'objet d'une filière de traitement identique à celle de Goilard. Elles sont ensuite transportées à Fontenet (17) où elles sont compostées avec des déchets verts, puis épandues sur des terres agricoles.

Les boues de la station d'épuration de Frontenay-Rohan-Rohan sont déshydratées et chaulées, puis épandues (2 campagnes par an).

Les boues des stations d'épuration d'Aiffres, St Symphorien, St Maxire, Beauvoir et Arçais sont actuellement gérées sur des filtres plantés de roseaux.

En cas de remplissage des silos de boues liquides, avant période d'autorisation d'épandage de printemps, les boues des stations d'épuration de Mauzé sur le Mignon sont traitées sur la STEP de la Vergnée (lots isolés pour traçabilité de l'épandage). Il existe la même possibilité pour le silo de Magné, géré sur la STEP de Niort-Goilard.

e) Autres produits

Les stations d'épuration de GOILARD, La Vergnée et Pelle-Chat ont réceptionné et traité :

(m3)	Sites	2015	2016	2017	2018
Matières de vidange	Goilard	3584	3535	2632	1938
	La Vergnée	0	0	0	0
	Pelle Chat	893	678	224	4
Graisses	Goilard	1338	1361	966	2456
Boues extérieures	Goilard	1423	1028	2035	1938

Les apports de matières de vidange et de graisse sont régulièrement en baisse depuis 2013.

Pour fonctionner, des produits de traitement (pour les eaux usées et les boues) ont été utilisés sur les stations d'épuration :

- Chlorure ferrique : 490.5T (420T en 2017, 365T en 2016)
- Floculants : 49.6T (39.6T en 2017, 36T en 2016)
- Chaux : 8.7T (10.5T en 2017, 16T en 2016)

On note une augmentation significative de l'usage du chlorure ferrique et de floculants (volume à traiter ayant augmenté de 20% entre 2017 et 2018, problème sur le traitement des boues au 1^{er} trimestre 2018 à Goilard).

Les déchets suivants ont été produits :

- Déchets de dégrillage : 234T (104T en 2017, 152 T en 2016)
- Sables : 152.5T (182T en 2017, 244T en 2016)

2) La population et son raccordement au réseau collectif

(cf. annexe 4)

Le nombre d'abonnés ou de foyers desservis par les réseaux collectifs et donc soumis à la redevance d'assainissement sont les suivants :

Communes	2003	2017			2018		
		Abonnés desservis	Abonnés en zonage collectif	Taux de desserte	Abonnés desservis	Abonnés en zonage collectif	Taux de desserte
Aiffres	1 446	2112	2254	93,70%	2143	2285	93,79%
Amuré	0	61	71	85,92%	59	69	85,51%
Arçais	40	307	317	96,85%	312	322	96,89%
Beauvoir		691	783	88,25%	690	782	88,24%
Belleville		0		sans objet			sans objet
Bessines	186	643	699	91,99%	675	731	92,34%
Boisserolles		0		sans objet			sans objet
Brûlain		34	159	21,38%	38	163	23,31%
Chauray	1 945	3066	3076	99,67%	3044	3054	99,67%
Coulon	626	781	866	90,18%	795	880	90,34%
Echiré	703	1197	1347	88,86%	1197	1347	88,86%
Epannes	0	351	361	97,23%	354	364	97,25%
Fors		0		sans objet	0		sans objet
Frontenay Rohan Rohan	850	1216	1312	92,50%	1212	1312	92,38%
Germond Rouvre		203	313	64,86%	205	315	65,08%
Granzay-Gript	0	279	324	86,11%	279	324	86,11%
Juscorps		0		sans objet	0		sans objet
La Foye Montjault		0		sans objet	0		sans objet
La Rochénard	0	0	120	0	0	120	0
Le Bourdet	0	0		sans objet	0		sans objet
Le Vanneau-Irleau	0	0	307	0,00%	0	307	0,00%
Magné	991	1218	1305	93,33%	1231	1318	93,40%
Marigny		157	217	72,35%	161	221	72,85%
Mauzé sur le Mignon	1 028	1372	1382	99,28%	1363	1373	99,27%
Niort	21 850	27004	27154	99,45%	27145	27295	99,45%
Plaine d'Argenson				sans objet			sans objet
Prahecq		905	915	98,91%	916	926	98,92%
Priaire	0	0		sans objet	0		sans objet
Prin-Deyrancon	0	0	100	0,00%	0	100	0,00%
Prissé la Charrière		0		sans objet			sans objet
St Etienne la C		0		sans objet			sans objet
St-Gelais	427	843	852	98,94%	876	885	98,98%
Saint Georges de Rex	0	0	120	0,00%	0	120	0,00%
St-Hilaire la Palud	378	677	757	89,43%	674	754	89,39%

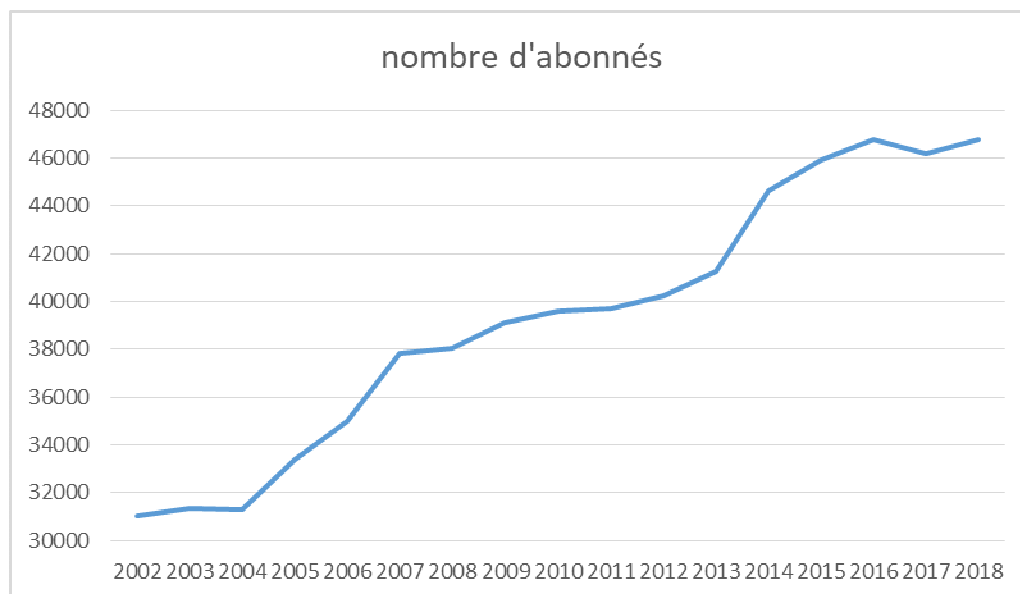
St Martin de B		0		sans objet	0		sans objet
Saint Maxire	0	435	480	90,63%	435	480	90,63%
St-Rémy	111	432	437	98,86%	424	429	98,83%
St Roman des Champs		0		sans objet	0		sans objet
St Symphorien	0	528	543	97,24%	528	543	97,24%
Sansais	64	96	101	95,05%	201	206	97,57%
Sciecq	0	210	240	87,50%	170	200	85,00%
Thorigny s/ le Mignon	0	0		sans objet	0		sans objet
Usseau	0	0	185	0,00%	0	185	0,00%
Vallans	0	0	10	0,00%	286	296	96,62%
Villiers en Plaine	0	0	188	0,00%	0	188	0,00%
Vouillé	640	1401	1411	99,29%	1367	1377	99,27%
Total CAN	31351	46 219	48 630	95,04%	46 780	49 191	95,10%

Le taux de desserte (p201.1) est conforme aux prescriptions de l'arrêté du 22 Mai 2007 : il prend en compte uniquement le ratio entre les habitants desservis de la zone en assainissement collectif et les habitants de la zone d'assainissement collectif.

Le taux de desserte en 2018 s'élève à 95,10%, ce qui représente 100 687 habitants (sur une population de 120 687 et 56 006 foyers).

Le service réalise quotidiennement des contrôles de raccordement sur l'assainissement collectif, et transmet une fois par an, aux communes, la liste des usagers dont l'assainissement collectif n'est pas conforme. (DD A7)

Evolution du nombre d'abonnés :



Il existe par ailleurs 18 autorisations/conventions de déversement de rejets d'assainissement industriels, 10 pour des rejets assimilés domestiques et 4 pour des eaux pluviales (respectivement 17, 8 et 4 en 2017).

3. Les astreintes

Il existe une astreinte permanente au service assainissement de la CAN composée de :

- 1 cadre
- 2 égoutiers
- 1 électromécanicien

L'ensemble des appels a donné lieu aux interventions suivantes (en heures et nombre d'appels) :

Interventions	2015	2016	2017	2018
Cadres (nombre appels)	55 (95)	66 (80)	38 (47)	82 (117)
Electromécanicien (nombre d'appels sur alarme)	163 (112)	153 (112)	195 (115)	161 (195)
Egoutiers (2 agents) (nombre d'interventions)	104*2 (60)	125*2 (44)	92*2 (40)	111*2 (x)

Il y a eu 465 heures d'interventions en astreinte en 2018 (417h en 2017, 469 en 2016). On constate un temps d'intervention plus long pour les électro-mécaniciens (les pannes réparées en astreinte sont plus complexes) ; de même, le nombre d'intervention des cadres a été plus important (année pluvieuse, demandes plus insistantes de la part d'usagers pour des branchements bouchés).

C) Le prix du service assainissement

1) Le tarif de la redevance assainissement

(cf. annexe 4)

La redevance d'assainissement collectif est la principale recette du budget de l'assainissement. Elle est destinée à financer les charges de fonctionnement du service ainsi que les investissements indispensables (stations d'épuration, réseaux, hydrocureurs...).

Elle s'applique aux consommations d'eau des immeubles desservis par le réseau d'assainissement collectif raccordés ou considérés comme raccordables.

La facturation de la redevance d'assainissement est assise sur la consommation d'eau de l'utilisateur (volumes d'eau comptabilisés aux compteurs et relevés par le service de l'eau). Le prix de l'assainissement n'est pas soumis à la TVA, le budget annexe de l'assainissement n'y étant pas assujéti.

L'assainissement est facturé dès la mise en service du réseau. L'utilisateur a l'obligation de raccorder toutes ses évacuations d'eaux usées dans un délai maximum de 2 ans ; passé ce délai, s'il n'a pas déclaré au service de l'assainissement ce raccordement (le service en vérifie la conformité sur rendez-vous), la redevance est majorée de 100%. On parle alors de DR : double redevance par opposition à la SR : simple redevance appliquée lorsque le raccordement au réseau est conforme.

Le tarif de la redevance assainissement est voté chaque année par le Conseil de Communauté. A ce tarif s'ajoute la Redevance pour Modernisation des Réseaux de Collecte (RMRC) dont le montant, fixé par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, était en 2018 de 0,18€ par m³, soit près de 10% du montant de la facture d'assainissement.

Depuis 2006, le tarif de la redevance d'assainissement collectif était uniforme sur tout le territoire de la CAN (à 29 communes). En 2014, les tarifs pratiqués en 2013 par chaque entité compétente en matière d'assainissement avaient été maintenus (7 tarifs différents). Les tarifs ont de nouveau été uniformisés au 1^{er} janvier 2015, à partir des tarifs de la CAN à 29 communes, (ce qui a généré une baisse significative des tarifs pour la grande majorité des nouveaux abonnés de la CAN).

Les baisses continues de consommations d'eau, associées aux réductions des subventions (investissement, fonctionnement) et à l'augmentation des coûts (énergies, matières premières, travaux) ont nécessité l'augmentation des tarifs pour garantir une recette permettant de faire face aux investissements.

Evolution du tarif de la redevance de 2014 à 2018

Sur la CAN (à 29 communes), depuis 2008, la redevance était composée d'une part fixe annuelle permettant de garantir une partie des recettes, en particulier lorsque les volumes d'eau potable vendus sont en baisse, et d'une part variable en fonction du volume consommé.

En 2018, la hausse des tarifs a été modérée. Pour une consommation annuelle d'eau de 120 m³, cette hausse a été de 3.93€, soit une évolution de 1.5%. Pas de hausse en 2019

Afin de ne pas pénaliser les petits consommateurs, la tarification est progressive pour les 20 premiers m³.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Part fixe	32,95	33,77	34.45	35.14	35.67	35.67
1^{ère} tranche (20 1^{ers} m³ annuels) / m³	1,36	1,39	1,42	1,45	1.47	1.47
2^{ème} tranche (au-delà de 20 m³) / m³	1,85	1,90	1,94	1,98	2.01	2.01

Depuis 2014, sur la base d'une consommation moyenne de 120 m³ par foyer, les montants facturés, en application des différents tarifs, ont été les suivants :

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Facture pour 120 m³ consommés	245,12	251,57	256,45	262.14	266.07	266.07

Ceci représente une augmentation de 8% en 5 ans (2014/2018).

2) Evolution des volumes d'eau soumis à la redevance

Communes	2015	2016	2017	2018
Aiffres	205 853	202 247	194 640	201 649
Amuré	4 740	4579	4382	4 482
Arçais	36 584	23 497	21 779	22 256
Beauvoir/Niort	54 413	60 304	61 453	60 291
Bessines	72 462	78 654	81 509	83 063
Brûlain	3 043	4 697	3 506	4 697
Chauray	370 207	393 170	383 461	381 075
Coulon	74 457	67 478	72 058	70 936
Echiré	93 106	170 600	117 903	169 115
Epannes	32 913	30 870	29 560	30 469
Frontenay RR	99 309	97 756	98 478	96 830
Germond-Rouvre	21 722	19 788	16 153	19 669
Granzay-Gript	14 274	41 106	77 475	41 106
Magné	111 456	110 788	103 438	101 334
Marigny	11 652	18 304	13 156	18 256
Mauzé/Mignon	119 901	111 493	124 321	110 299
Niort	2 969 949	3 112 001	3 152 284	3 034 352
Prahecq	102 734	90 581	91 986	92 542
St-Gelais	79 086	87 017	87 523	85 394
St-Hilaire la Palud	110 834	51 222	52 450	50 213
St-Maxire	37 779	40 996	36 168	37 910
St-Rémy	38 205	45 592	38 070	38 464

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20190710-C55-07-2019-DE
Date de télétransmission : 10/07/2019
Date de réception préfecture : 10/07/2019

<i>St Symphorien</i>	27 132	Voir GG	Voir GG	Voir GG
<i>Sansais</i>	8 833	9 168	7 983	8 904
<i>Sciecq</i>	16 683	17 282	18 456	17 108
<i>Vouillé</i>	118 074	214 474	143 427	211 886
Conventions	71 150	62 484	74 848	60 282
Total CAN	4 906 551	5 128 450	5 002 691	5 052 581

* volumes estimatifs

Depuis 2001, les volumes sont passés de 149 m³/an et par abonné à moins de 110 m³/an et par abonné, soit une baisse de plus de **20 %**.

Les moyens permettant de maintenir le niveau de recettes nécessaire à l'équilibre du budget sont l'augmentation du nombre d'abonnés, des tarifs ou des consommations.

3) Services et sensibilisations ^(DD A7)

Dans le but d'améliorer la salubrité publique, le service accueille de nombreux usagers physiquement et téléphoniquement afin de répondre à l'ensemble de leurs questions à propos des factures, de l'assainissement collectif et non collectif. De plus un accompagnement social des usagers en difficulté est prévu.

Le service assainissement organise plusieurs visites et sorties pédagogiques dans l'année et participe à des salons et des réunions sur l'environnement et l'usage de l'eau. L'objectif est d'informer le grand public sur la chaîne d'assainissement et son fonctionnement et de sensibiliser les usagers aux différentes pollutions à éviter et sur leur consommation d'eau. Le service communique aussi avec plusieurs organismes territoriaux, d'autres services de la CAN, les mairies, des élus... dans un souci de gestion globale et de coopérations.

D) Le budget, indicateurs financiers et investissements

1) Le budget de fonctionnement

Au terme de l'exercice 2018, le budget du service assainissement présentait un résultat de fonctionnement positif de 2.25 M€ (épargne brute de 5,3M€, épargnenette de 2,9M€).

Réalisations 2017 :

Dépenses :13.25M€

Recettes :15.5 M€

a) Les dépenses

Principales dépenses de fonctionnement de 2016 à 2018

principales dépenses fonctionnement	2016	2017	2018
Charges à caractère général	2 740 521	2 815 620	3 233 309
Charges de personnel	2 908 059	2 937 321	2 763 171
Charges financières	1 926 778	1 790 104	1 644 597
autres charges de gestion courante	136 664	214 168	174 770
Charges exceptionnelles	233 670	78 659	110 903
Amortissements	4 338 494	4 619 417	4 867 756

• : Intégrant les agents en charge des eaux pluviales

b) Les recettes

Principales recettes de fonctionnement de 2015 à 2017

principales recettes fonctionnement	2016	2017	2018
Redevance AC	10 522 971	10 822 758	10 828 878

cusé de réception en préfecture
079-2000-1317-20190710-C55-07-2019-DE
Date de réception en préfecture : 10/07/2019
Date de réception préfecture : 10/07/2019

Redevance ANC	75 259	103 428	96 620
Double redevance	316 159	339 076	340 245
PRE/PFAC	636 305	485 776	502 235
Branchements	454 734	230 259	527 591
Eaux pluviales	795 846	872 409	818 458

2) le budget d'investissement

a) Les dépenses

Principales dépenses d'investissement de 2016 à 2018 (hors restes à réaliser)

principales dépenses investissement	2 016	2 017	2018
Matériels, terrains, études	269 943	500 894	77 402
Constructions et réseaux	5 815 792	9 441 887	7 777 045
Rembt capital de la dette	2 238 621	2 274 841	2 417 731

b) Les recettes

Principales recettes d'investissement de 2016 à 2018 (hors restes à réaliser)

principales recettes investissement	2 016	2 017	2018
FCTVA		1 106 608	385 858
Subventions	1 112 244	3 580 710	2 540 274
Emprunts		803 400	5 000 000
Autofinancement	4 129 134	5 869 621	4 376 475

Chapitre 040 (rec - dép) + affectation du résultat de fonctionnement au 1068

3) Investissements, organisation en lien avec l'objectif de développement durable. ^(DD A7)

Un suivi analytique des rejets et des cours d'eau ainsi que de nombreux diagnostics sur les réseaux permettent une maintenance continue et durable et des solutions de traitement des eaux usées à long terme.

Les nouveaux investissements intègrent systématiquement une part de renouvellement des réseaux.

Le programme d'investissement d'assainissement collectif fait l'objet d'un programme pluriannuel d'investissement PPI, révisé en 2014 (2014-2020) dont les priorités ont été fixées en fonction des obligations réglementaires & la préservation des milieux. Une révision de cette programmation est prévue en 2018/2019.

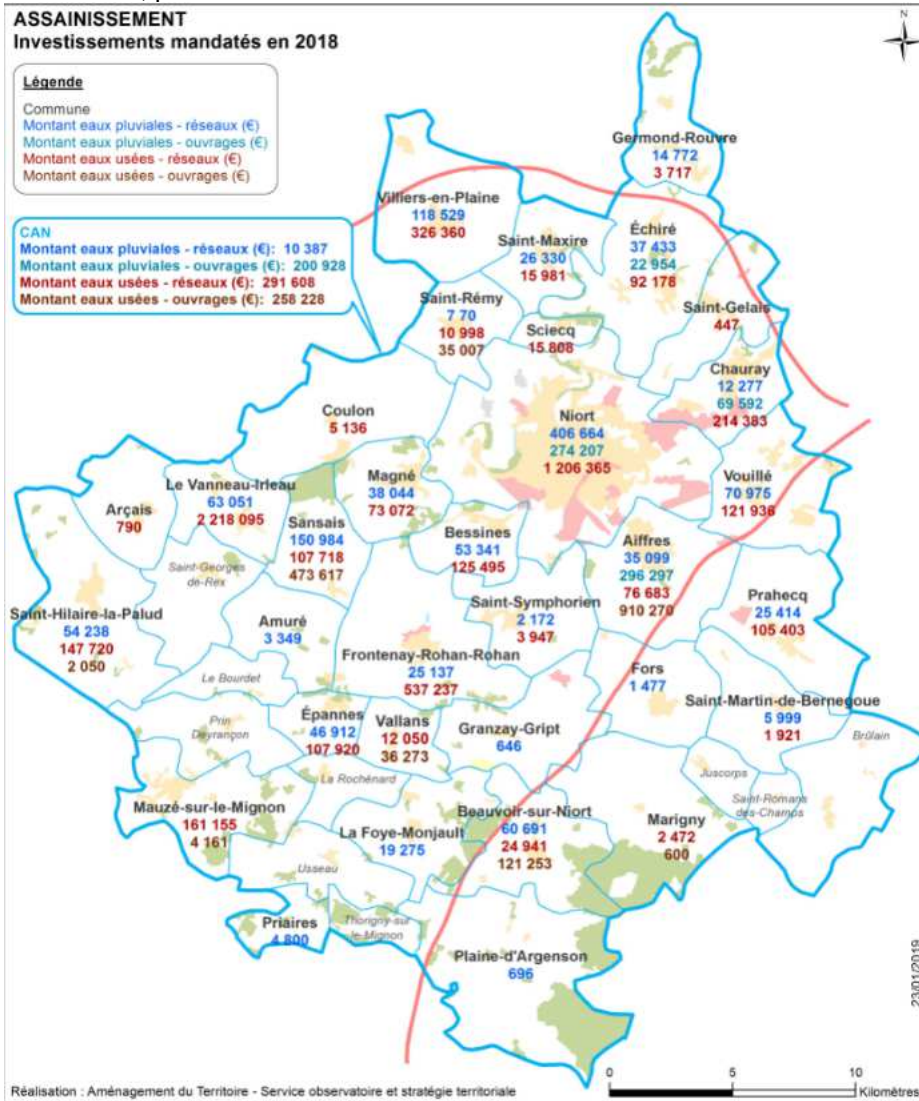
Le programme d'investissement d'eau pluviale fait actuellement l'objet de la mise en œuvre d'un nouveau PPI.

Le service assainissement accueille aussi un grand nombre de stagiaires (une vingtaine par année), forme des apprentis (1 apprenti et 1 contrat aidé) et permet des formations internes.

Le service assainissement fait souvent appel à des prestataires (entreprise d'insertion professionnelle) pour divers opérations (en particulier pour l'entretien des espaces verts et dans le cadre de marchés publics). A titre d'exemple, le marché de construction de la station d'épuration d'Aiffres a permis plus de 2500h de travail en insertion (années 2017/2018). Au titre de 2018, le travail en insertion a représenté 1960h (par l'intermédiaire d'une demi-douzaine de marchés publics).

E) Les Travaux

Les investissements ont représenté près de 8M€ en assainissement et 2.1M en eaux pluviales, répartis comme suit, par commune :

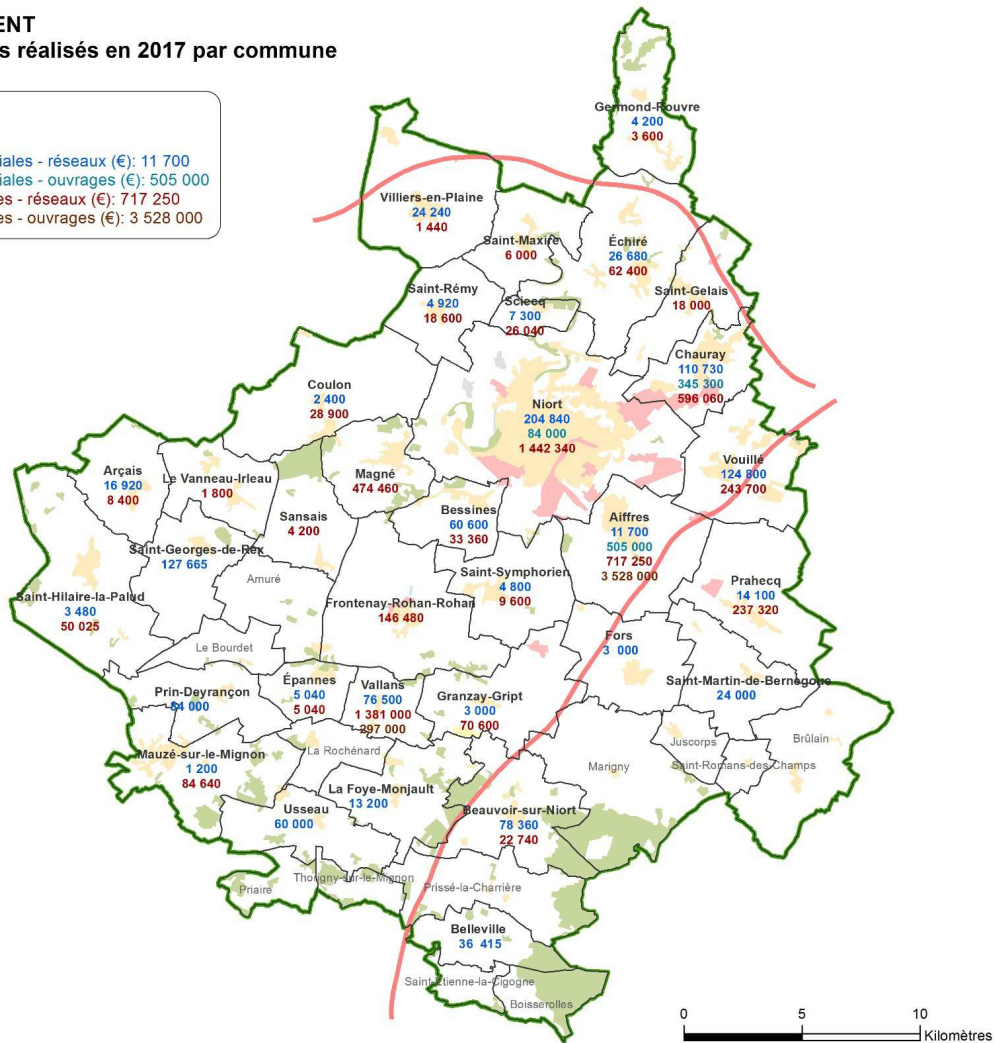


A titre de comparaison, ci-dessous figure le même document pour l'année 2017.

ASSAINISSEMENT
Investissements réalisés en 2017 par commune

Légende

Commune : Aiffres
 Montant eaux pluviales - réseaux (€): 11 700
 Montant eaux pluviales - ouvrages (€): 505 000
 Montant eaux usées - réseaux (€): 717 250
 Montant eaux usées - ouvrages (€): 3 528 000



19/12/2017

En 2018, la CAN a répondu à 4136 demandes d'informations préalables à la réalisation de travaux (en provenance d'autres concessionnaires, aménageurs), contre 4055 en 2017, 4153 en 2016. Ces demandes demeurent à un niveau très élevé et sont réparties sur pratiquement toutes les communes de la CAN. En effet, au fil du temps, cette obligation réglementaire tend à être généralisée par tous les opérateurs.

Elle a réalisé 450 branchements d'eaux usées se répartissant de la façon suivante par commune :

COMMUNE	2015	2016	2017	2018
Aiffres	5	3	10	5
Amuré	1		0	0
Arçais			0	0
Beauvoir/Niort	10		1	2
Bessines	39	4	2	26
Chauray	18	13	13	15
Coulon	1		4	1
Echiré	94	13	7	

Accusé de réception en préfecture
 079-200041317-20190710-C55-07-2019-DE
 Date de télétransmission : 10/07/2019
 Date de réception préfecture : 10/07/2019
28

Epannes	0	5	1	10
Frontenay Rohan Rohan	8	4	7	3
Germond Rouvre	1	2	0	2
Granzay-Gript	166	46	0	
Le Vanneau Irleau				208 (pas en service)
Magné	2	5	6	4
Marigny				1
Mauzé sur le Mignon	7	5	7	4
Niort	50	62	62	83
Prahecq	3	12	8	5
Prin Deyrançon	1			
Sansais	78	61	0	1
St Gelais	4	1	3	1
St Hilaire la Palud	2	4	4	4
St Maxire	0	1	0	1
St Rémy	10	2	3	2
St Symphorien	218	6	1	2
Sciecq		12	4	
Vallans		122 (pas en service)	168	1
Villiers en Plaine				36 (pas en service)
Vouillé	9	9	21	16
Total eaux usées	727	392	332	450
Total eaux pluviales	47	120	84	

1) Travaux achevés

Les extensions de réseaux d'eaux usées représentent 5725 mètres (3350 en 2017 et 5575 en 2016), essentiellement sur les communes de :

- Bessines
- Epannes
- Le Vanneau Irleau
- Niort
- Villiers en Plaine.

Les renouvellements de réseau sont en baisse (3510 m en 2018, contre 5250 m en 2017 et 2650 m en 2016, année où les renouvellements étaient en baisse importante), avec une priorité donnée en secteur sensible (communes de Chauray, Frontenay Rohan Rohan, Magné, Mauzé/Mignon, Niort et Vouillé). Ont également été réalisés 6130 mètres de réseaux de refoulement, en liaison avec la mise en service de nouvelles zones de desserte.

La maîtrise d'œuvre de ces travaux a été assurée directement par le service Assainissement.



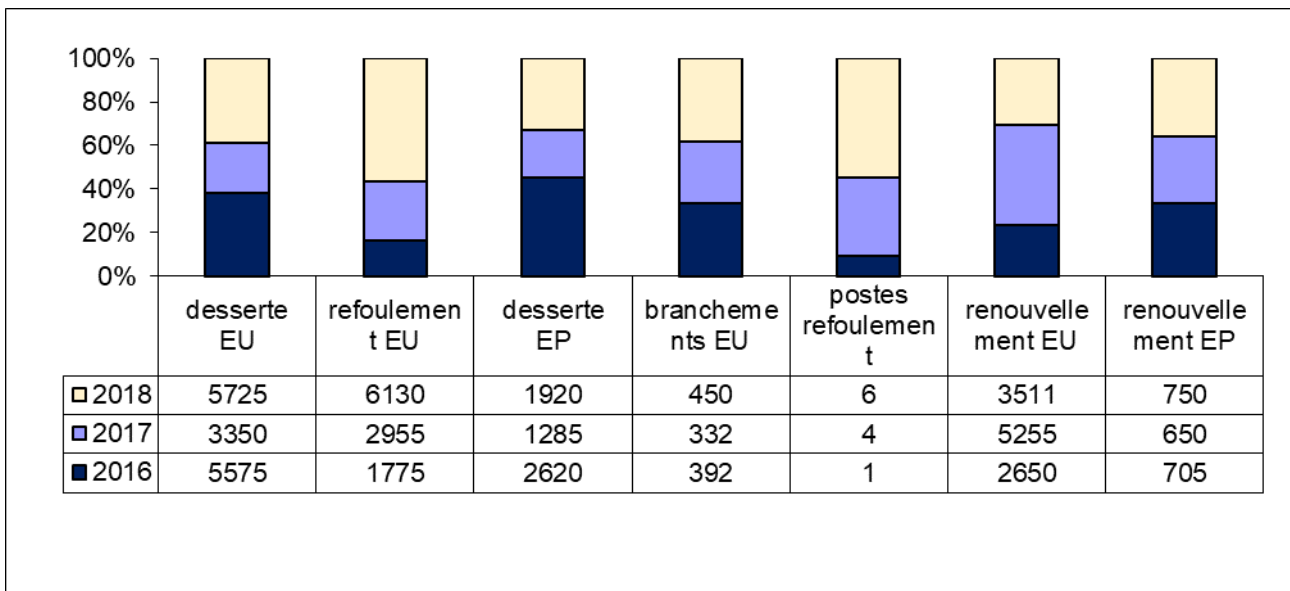
Figure 3 : réalisation d'un branchement

Par ailleurs, les travaux suivants ont été réalisés en régie :

- o Extension de la télégestion de 3 stations d'épuration
- o Réalisation/renouvellement de la télégestion de 12 postes de refoulement
- o Remplacement des diffuseurs fines bulles de la STEP de Pelle-Chat (2 bassins) et du dégrilleur
- o Amélioration de la technologie de pompage des postes de refoulement : Bessines (PR le four), Frontenay RR (PR ancienne STEP), Chauray (PR ancienne STEP), vouillé (PR Garennes), St Gelais (PR la Fuye).



Figure 4 : Poste de refoulement Villiers en Plaine



Au cours de l'année 2018 ont aussi été effectués :

Pour les eaux usées :

- mise en service et prise en main de la station d'épuration d'Aiffres, de la zone de rejet végétalisée, du traitement des boues et du bassin tampon
- Travaux de :
 - desserte en assainissement du Vanneau et d'Irleau (réseaux, postes de refoulement)
 - desserte en assainissement de Villiers en plaine (réseaux, postes de refoulement)
 - construction de la STEP de Sansais, réseau de refoulement, rejet, mise en service
 - doublement de la filière boues de la STEP de Beauvoir sur Niort
 - renouvellement de réseau à Magné (tranches 3 et 4)
- Consultation des entreprises et analyse des offres pour la station d'épuration de Marigny
- Etudes, consultation des entreprises et démarrage des travaux de renouvellement des réseaux :
 - Aiffres (3^{ème} et 4^{ème} tranche)
 - Frontenay Rohan Rohan (2^{ème} à 4^{ème} tranche)
 - Saint Hilaire la Palud (1^{ère} à 4^{ème} tranche)
- Etudes et démarrage des travaux de renouvellement du réseau unitaire secteur Chanzy (Niort)
- études et travaux :
 - d'extension du réseau et création d'un poste de refoulement aux Renfermis (Epannes)
 - d'extension de réseau rue St Jean d'Angély (Niort)
 - d'extension du réseau rue du Breuil Marais (Bessines)



Figure 5 : travaux Bassin Tampon Aiffres

- extension et renouvellement des réseaux EU/EP, place du village à Echiré

- de renouvellement de réseau à Mauzé sur le Mignon (1^{ère} tranche)
- de renouvellement de réseau d'assainissement à la Tranchée (Niort)



Figure 6 : renouvellement de réseau – la Tranchée (Niort)

investissements

- Etude de :
 - réalisation de l'assainissement à Ternanteuil (Echiré)
 - renouvellement de réseau à Mauzé sur le Mignon (tranche 2)
 - Réaménagement poste de refoulement du Plénisseau à Vouillé
- consultation des entreprises pour la réalisation des diagnostics d'assainissement de Niort, Bessines, Sciecq, Vouillé
- réalisation des études diagnostics des systèmes d'assainissement de Coulon et Magné
- consultation des entreprises pour analyses RSDE (eaux, boues) : 1^{ères} analyses conformément au nouveau cadre réglementaire
- travaux en régie : remplacement des diffuseurs fines bulles des files A et B de la STEP de Pelle-Chat (travaux en 2 périodes : avril et juin ou septembre)
- étude de renouvellement des diffuseurs fines bulles de la STEP de la Vergnée
- étude et prospective financière pour mise en œuvre d'une nouvelle programmation pluriannuelle des

Pour les eaux pluviales :

- poursuite des études techniques et d'intégration paysagère des bassins d'orage de Niort (espace Lambon, Sarrazine, Epinettes, etc.)
- modélisation et un schéma directeur de gestion des eaux pluviales à Chauray
- Travaux d'extension/renouvellement de réseaux et équipements connexes :
 - Beauvoir/Niort (rue des écoles)
 - Echiré (place du village)
 - Epannes (les Renfermis)
 - Le Vanneau-Irleau
 - Niort (Port Boinot)
 - Prahecq
 - Saint Hilaire la Palud
 - Villiers en Plaine (bourg)
 - Vouillé (les cosses)

Les perspectives pour l'année 2019 sont les suivantes :

Pour les eaux usées :

- Travaux et mise en service de la station d'épuration de Marigny
- Travaux de :
 - Mise en service de l'assainissement du Vanneau et d'Irleau (réseaux, postes de refoulement) et mise en service
 - Fin de la desserte en assainissement de Villiers en plaine (réseaux, postes de refoulement), mise en service
- Poursuite (et fin) des travaux de renouvellement des réseaux :
 - Aiffres (3^{ème} et 4^{ème} tranche)

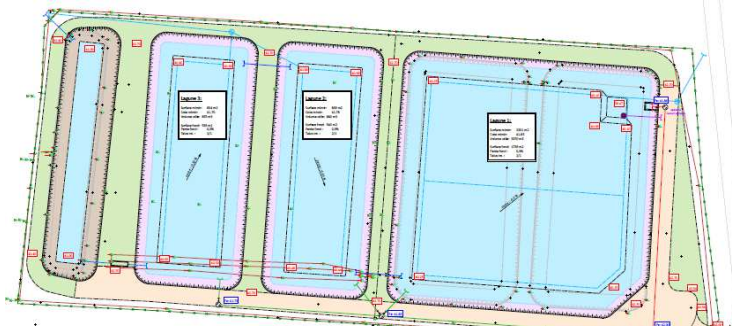


Figure 7 : projet renouvellement de STEP Marigny

- Mignon (2^{ème} tranche)
- Etude de :
 - réalisation de l'assainissement à Ternanteuil (Echiré)
 - renouvellement des stations d'épuration de Coulon et Mauzé sur le Mignon (suite aux diagnostics) ; négociations pour achats de terrain
 - diagnostic et schéma directeur du système d'assainissement de Niort-Goillard
- consultation des entreprises pour la réalisation des diagnostics d'assainissement de Beauvoir/Niort, Pelle-Chat (St Gelais, Chauray, Echiré)
- réalisation des études diagnostics des systèmes d'assainissement de Coulon et Magné
- travaux en régie : remplacement des diffuseurs fines bulles de la STEP de Frontenay Rohan Rohan (avec intégration d'une équipe de plongeurs)
- étude et prospective financière pour mise en œuvre d'une nouvelle programmation pluriannuelle des investissements, intégrant une étude patrimoniale ANC

- Frontenay Rohan Rohan (2^{ème} à 4^{ème} tranche)
- Saint Hilaire la Palud (1^{ère} à 4^{ème} tranche)
- études et travaux de :
 - renouvellement de réseau rue Victor (Chauray)
 - tranche 3 (Chauray)
 - Renouvellement de réseau à Mauzé sur le

Pour les eaux pluviales :

- poursuite des études techniques, dossiers loi sur l'eau et d'intégration paysagère des bassins de gestion des eaux pluviales de Niort (en particulier, espace Lambon, Sarrazine, Epinettes)
- consultation des entreprises pour la réalisation du bassin de gestion des eaux pluviales secteur « Aristide Briand »
- fin de modélisations et schémas directeurs de gestion des eaux pluviales à Chauray et Echiré
- travaux de réseau et bassin de gestion des eaux pluviales pour le lotissement de Champailé à Vouillé
- études préalables à la réalisation d'un bassin de gestion des eaux pluviales à Gascougnolles, secteur rue de l'école (Vouillé)
- Travaux d'extension/renouvellement de réseaux et équipements connexes :
 - Aiffres
 - Frontenay Rohan Rohan
 - Saint Hilaire la Palud
 - Villiers en Plaine

Au regard du développement durable : (DD A7)

Les travaux ayant un impact sur la ressource en eau potable ou sur les milieux sensibles sont prioritaires. C'est le cas pour les extensions/renouvellement de réseau en périmètre de protection de captage :

- Niort (secteur du Lambon)
- Granzay Gript
- Vallans

Ainsi qu'en zone sensible :

- Aiffres, Arçais, Sansais, Bessines, Coulon, Magné, Le Vanneau Irleau, Saint Hilaire la Palud etc. (marais poitevin)

Les stations d'épuration nouvelles (Frontenay Rohan Rohan, Saint Gelais, Arçais, Saint-Maxire, Saint Symphorien) ont des normes de rejet très strictes en azote et phosphore, afin de réduire les risques d'eutrophisation.

Lors de la conception des stations d'épuration, à résultat qualitatif équivalent, ce sont les équipements les plus économes énergétiquement qui sont privilégiés, ainsi que les traitements requérant peu ou pas de produits chimiques (ex : traitement des boues sur les filtres planté de roseaux à Beauvoir sur Niort, Saint Maxire, Arçais, Saint Symphorien, nouvelle station d'épuration d'Aiffres, traitement des eaux usées par filtres plantés de roseaux pour la future station d'épuration de Sansais). Le critère

(essentiellement énergétique) est intégré à toutes les consultations où du matériel est consommateur d'énergie.

Le service favorise le réemploi des matériaux extraits lors de travaux de réseau. Les travaux font l'objet de contrôles (compactage, passages caméras, tests d'étanchéité) pour s'assurer de la qualité et de la durabilité des installations.

Lors des travaux de renouvellement en régie les pièces électriques et mécaniques encore « en état » sont testées et gérés en stockage, pour pouvoir être réutilisés sur d'autres sites anciens (pièces compatibles).

La CAN participe aux réunions de coordination de travaux des communes et informe les autres concessionnaires lors de la programmation des travaux.

ANNEXES

ANNEXE 1

A1 - GLOSSAIRE

AGENCE DE L'EAU : établissement public à caractère administratif, le champ d'activité de chaque agence correspond à un grand bassin hydrographique : la Communauté d'Agglomération Niortaise dépend de l'agence Loire-Bretagne. Les agences sont des organismes financiers qui perçoivent des redevances sur la pollution de l'eau et sur les prélèvements d'eau et qui grâce au produit de ces redevances attribuent des aides aux maîtres d'ouvrages réalisant des opérations de dépollution, de restauration ou de mise en valeur des milieux aquatiques.

ASSAINISSEMENT : ensemble des techniques de collecte, de transport et de traitement des eaux usées et pluviales d'une agglomération (assainissement collectif), d'un site industriel ou d'une parcelle privée (assainissement autonome) avant leur rejet dans le milieu naturel. L'élimination des boues issues des dispositifs de traitement fait partie de l'assainissement.

ASSAINISSEMENT AUTONOME : appelé aussi assainissement non collectif, il est à la charge du particulier qui doit installer dans sa propriété un équipement adapté à savoir un dispositif de pré traitement : généralement une fosse dite toutes eaux dans laquelle s'opère une décantation et une digestion des éléments polluants ; et un dispositif de traitement c'est à dire un système de filtration souvent mis en place par des tranchées drainantes ou un filtre à sable.

ASSAINISSEMENT COLLECTIF : il consiste en la réalisation de collecteurs d'eaux usées et de branchements pour chaque propriété ; les eaux usées sont ensuite traitées dans une station d'épuration avant d'être rejetées en rivière.

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF : voir assainissement autonome.

AZOTE : l'azote compose 79 % de l'atmosphère. Dans les eaux usées domestiques, il provient essentiellement des rejets humains physiologiques.

BOUES D'EPURATION : désigne communément les sédiments résiduels issus du traitement des eaux usées.

BOUES ACTIVEES (TRAITEMENT PAR) : type de traitement biologique qui consiste à mélanger l'eau à épurer avec une masse biologique (boues biologiques) formée au cours du traitement par les bactéries et autres micro-organismes. Ce mélange est agité et aéré. Les boues activées sont ensuite séparées des eaux épurées et extraites ou recirculées.

CHARGE POLLUANTE : masse de pollution parvenant à une usine de dépollution des eaux usées pendant une période définie (généralement quotidienne).

CHAULER : apporter un produit à base de chaux afin d'augmenter le pH.

CLARIFICATEUR : ouvrage de décantation permettant de séparer les boues activées des eaux épurées.

CLARIFICATION : action de séparation des boues de l'eau épurée au niveau du clarificateur.

COLLECTEUR : ouvrage de collecte des eaux usées qui en assure le rejet afin de ne pas nuire à l'hygiène publique.

CONSEIL DE COMMUNAUTE : nom donné à l'assemblée délibérante de la Communauté d'Agglomération Niortaise.

DBO5 : Demande Biochimique en Oxygène pour 5 jours. Elle permet d'évaluer la charge polluante contenue dans l'eau usée. La DBO est la consommation en oxygène de micro-organismes présents dans le milieu pour en assimiler les substances organiques.

DCO : Demande Chimique en Oxygène. Elle détermine la quantité globale d'oxygène nécessaire à la dégradation de la pollution.

DECANTATION : séparation par gravité des solides en suspension dans l'eau.

DECANTEUR : ouvrage dans lequel se déposent les particules en suspension des eaux usées.

DEGRAISSAGE : action de séparation des huiles, graisses et autres matières flottantes des eaux usées

DEGRILLAGE : action de débarrasser l'eau des éléments grossiers en suspension.

Eaux DOMESTIQUES : elles comprennent les eaux ménagères (lessive, cuisine, toilette) et les eaux vannes (urines et matières fécales).

EQUIVALENT HABITANT OU EH : pollution quotidienne engendrée par un individu censé utiliser 200 à 300 litres d'eau par jour et donc produire la même valeur de pollution par le biais des eaux ménagères (graisses, détergents...) et des eaux de vannes (matières organiques et azotées, matières fécales...). Un EH correspond à 60 g de DBO5 ; 135 g de DCO ; 9,9 g d'azote et 3,5 g de phosphore. L'EH permet de déterminer le dimensionnement des stations d'épuration en fonction de la charge polluante.

EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale. Exemples : Communauté d'Agglomération, Communauté de Communes...

FOSSE TOUTES EAUX : ouvrage de pré traitement des eaux usées utilisé en assainissement autonome, c'est un réservoir fermé dans lequel les boues décantées sont en contact direct avec les eaux usées traversant l'ouvrage. Les matières organiques solides y sont partiellement décomposées par voie bactérienne.

LAGUNE : ouvrage de traitement biologique consistant à faire séjourner pendant une période assez longue les eaux usées dans des bassins de faible profondeur afin que l'effet cumulé du temps, de l'ensoleillement et du contact à l'air élimine une bonne partie de la pollution.

LIT BACTERIEN : tour verticale remplie (sous forme de lits) par un support non compact et présentant une grande surface de contact (ex : pouzzolane) sur lequel l'eau à traiter ruisselle en s'épurant grâce aux bactéries qui utilisent les sédiments contenus dans l'eau.

MES : Matière En Suspension. Ce sont toutes les particules qui ne sont pas dissoutes dans l'eau.

MILIEU RECEPTEUR : élément naturel recevant les eaux épurées par l'ouvrage d'épuration (fossé, sol, milieu aquatique...).

PHOSPHORE : dans les eaux usées domestiques, il provient des rejets physiologiques et des détergents. Il peut être présent sous la forme de phosphates et de phosphore organique.

PRE TRAITEMENT : 1^{ère} étape de traitement consistant à éliminer les solides grossiers, sables, graviers ou matières flottantes des eaux usées.

REGIE DIRECTE : la régie se caractérise par une absence de personnalité juridique, toutes les décisions sont prises par l'assemblée délibérante de la collectivité : Conseil de Communauté en ce qui concerne la Communauté d'Agglomération Niortaise.

RESEAU SEPARATIF : réseau d'assainissement constitué de 2 canalisations ; l'une pour évacuer les eaux usées domestiques, l'autre pour évacuer les eaux pluviales.

RESEAU UNITAIRE : réseau d'assainissement évacuant les eaux usées domestiques et les eaux pluviales dans une même canalisation.

SPANC Après avoir réalisé un zonage entre zones d'assainissement collectif et zones d'assainissement non collectif, les communes doivent mettre en place un Service Public d'Assainissement Non Collectif – SPANC- destiné à contrôler les ouvrages individuels (nouveaux et existants).

STATION D'EPURATION : ensemble d'ouvrages destinés au traitement des eaux usées domestiques, industrielles ou pluviales, ainsi qu'au traitement de leurs résidus, de façon à protéger le milieu naturel dans lequel seront déversées ces eaux traitées.

STEP : voir station d'épuration.

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT : Il consiste à cartographier les zones de l'assainissement collectif et de l'assainissement autonome en fonction des contraintes environnementales, de qualité des sols, d'espace disponible et de faisabilité technique et financière. Un zonage d'assainissement doit être réalisé sur l'ensemble des communes avant fin 2005.

ANNEXE 2

A2 – CARTE DES STATIONS D'EPURATION



Légende

- Station d'épuration
- Communes CAN

1:150 000

ANNEXE 3

A3 - FACTURATION

VOTRE ACCUEIL CLIENTELE

Du lundi au vendredi de 8h30 à 18h00

COMMUNAUTE D'AGGLO. DE NIORT

Service ASSAINISSEMENT

- Téléphone : 05 17.38.79.43 ou 05.17.38.79.451
- Télécopie : 05 17.38.80.86
- Courriel : assainissement@agglo-niort.fr
- BP 193
- 140 rue des Equarts
- 79006 Niort cedex

Votre service assainissement
Communauté d'Agglomération de Niort



VOS REFERENCES

Nom du client et adresse du branchement
M OU MME
Av de PARIS

79000 NIORT

REFERENCE DU SITE : 200000K
Numéro d'abonné : 20000
Numéro de compteur : 000000000000

Adresse du redevable :

M OU MME
Avenue de PARIS

79000 NIORT

VOTRE NUMERO D'URGENCE (voir au verso)

- Ass. 24h/24 : 06 77 64 15 74

Comment payer votre facture :

Si vous payez par TIP ou par chèque, ne joignez aucune correspondance dans l'enveloppe prévue à cet effet, uniquement destinée aux paiements. Veuillez à bien faire apparaître l'adresse dans la fenêtre de l'enveloppe.

PAR TIP : Datez et signez le TIP dans le cadre prévu à cet effet. Si la mention « joignez un RIB » figure dans votre TIP ou si vos coordonnées bancaires ont changé, joignez un RIB, RIP ou RICE sans l'agrafer ni le coller.

PAR CHEQUE : bancaire ou postal, à libeller à l'ordre du TRESOR PUBLIC et à expédier avec le volet TIP non signé et non daté, à l'adresse figurant sur le TIP.

EN ESPECES OU PAR CARTE BANCAIRE : uniquement au guichet de la Trésorerie Municipale de Niort-Sèvre, 40 rue des Prés-Faucher, BP530, 79022 Niort Cedex, aux heures ouvrables (Tel : 05.49.78.71.30).

PAR PRELEVEMENT : prélèvement à la date de facturation, contactez le service assainissement aux références à gauche en haut de page.

Références comptables :

Dettes n° 0000 dans le rôle 00 2019
Emis le 31/12/2019
Rôle Redevance Assainissement

Avis des sommes à payer n° 00000000000000000000

Période facturée : du 01/01/2019 au 31/12/2019

Le détail figure au verso du présent avis de sommes à payer

- **Consommation d'eau** 120 m3
- **Organismes publics (Agence de l'Eau)** 18.00€
- **Assainissement (CAN)** 266.07€

Total TTC de l'avis de sommes à payer : 284.07€

A REGLER DANS LES TROIS SEMAINES APRES RECEPTION

Prix au litre de la facture hors abonnement : 0.0020700 €

Commentaires, messages :

Titre exécutoire en application de l'article L.252A du livre des procédures fiscales, pris, émis et rendu exécutoire conformément aux dispositions des articles R.2342-4 et 3342-23 du code général des collectivités territoriales.

Voies de recours :

Dans le délai de deux mois suivant la notification du présent acte (article L1617-5 du Code Général des Collectivités Territoriales), vous pouvez contester la somme mentionnée au recto en saisissant directement le tribunal administratif compétent selon la nature de la créance.

Exemple : redevance de consommation d'assainissement : tribunal d'instance si le montant de la créance est inférieur ou égal au seuil fixé par l'article R321-1 du code de l'organisation judiciaire et tribunal de grande instance au-delà de ce seuil (actuellement fixé à 3800 euros en dernier ressort et à charge d'appel jusqu'à 7600 euros). Si vous souhaitez être assisté d'un avocat et si vous remplissez les conditions fixées par la loi n°91-647 du 10 juillet 1991, vous pouvez bénéficier de l'aide juridictionnelle. Vous devez adresser votre requête au tribunal de grande instance.

Etablis. Guichet Compte Clé
JOIGNEZ UN RIB

En cas de modification, joindre un relevé d'identité bancaire, postal, ou de caisse d'épargne

VEUILLEZ DÉBITER MON COMPTE DU MONTANT CI-CONTRE - MERCI
DATE SIGNATURE

M ou MME
Av de PARIS

79000 NIORT

Centre N° 0CAN
NNE : 000000000 *

TIP - Titre Interbancaire de Paiement €

CENTRE D'ENCAISSEMENT
DU TRESOR PUBLIC
59885 LILLE 9

Montant en Euros 284.07€

Référence : 0000000000000000
NE RIEN INSCRIRE SOUS CE TRAIT- NE PAS PLIER

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20190710-C55-07-2019-DE
Date de télétransmission : 10/07/2019
Date de réception préfecture : 10/07/2019

Références du site : 000000K Références de l'abonné : 00000
 Adresse du Payeur : M OU MME Av de PARIS 79000 NIORT

Avis des sommes à payer n° 000000000000M du 01/01/2019 au 31/12/2019

Eléments de l'avis des sommes à payer R : relève réelle, E : index estimé (accès impossible, estimation/forfait)		Ancien index		Nouvel index		Type	Volume
Compteur n° 000000000000 Site n° 00000000K		0		120		R	120
	Quantité	PU € HT	Coût € HT	Taux TVA	TVA (€)	Total € TTC	
Collecte et traitement des eaux usées - S.R.							
Abonnement part assainissement tarif du 01.01.2019							
	365 j	0.097726	35.67	0	0.00	35.67	
Assainissement SR Tranche 1 (0 à 20) m3 tarif du 01.01.2019							
	20 m3	1.47	29.40	0	0.00	29.40	
Assainissement SR Tranche 2 (plus de 20 m3) tarif du 01.01.2019							
	100 m3	2.01	201	0	0.00	201.00	
Total collecte et traitement des eaux usées			266.07		0.00	266.07	
Organismes Publics							
Modernisation Réseaux tarif du 01/01/2019							
	120 m3	0.15	18.00		0.00	18.00	
Total Organismes Publics			18.00		0.00	18.00	
Total à payer dans les 3 semaines suivant la réception du présent avis							284.07
Reste à payer sur les précédents avis							nc

Organismes publics : il s'agit d'une redevance perçues avec la facture d'eau et reversées totalement à l'Agence de l'Eau pour financer les investissements des services d'eau et d'assainissement (prix/m3 est fixé par cet établissement public d'Etat).

Collecte et traitement des eaux usées: La redevance assainissement est perçue pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Niort. Cette redevance permet de financer les charges d'investissement et de fonctionnement (réseaux, stations d'épuration).

Symboles : -S.R. 2 ans (simple redevance deux ans) : redevance appliquée pendant ma période de raccordement au réseau ; **S.R. (Simple Redevance)** : Votre installation est raccordée au réseau public d'assainissement ; la conformité ne peut être délivrée que sous réserve de contrôle par le service assainissement.

D.R. (double redevance) : pénalité appliquée à échéance de la période de raccordement (2 ans), en cas de contrôle non conforme ou d'absence de contrôle. Cette pénalité représente le double du montant de la redevance, en application de l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique et de notre règlement d'assainissement.

VOS NUMEROS D'URGENCE le numéro d'urgence permet d'assurer une astreinte hors heures d'ouverture de la CAN, dans le but de traiter tout problème technique lié à une anomalie sur le réseau public ou à la continuité de service.

Il ne doit en aucun cas servir pour des requêtes administratives, de facturation.

Accusé de réception en préfecture
 079-200041317-20190710-C55-07-2019-DE
 Date de télétransmission : 10/07/2019
 Date de réception préfecture : 10/07/2019

VOTRE ACCUEIL CLIENTELE

Du lundi au vendredi de 8h30 à 18h00

COMMUNAUTE D'AGGLO. DE NIORT

Service ASSAINISSEMENT

- Téléphone : 05 17.38.79.43 ou 45
- Télécopie : 05 17.38.80.86
- Courriel : assainissement@agglo-niort.fr
- BP 193
- 140 rue des Equarts
- 79006 Niort cedex

Votre service assainissement
Communauté d'Agglomération de Niort



VOS REFERENCES

Nom du client et adresse du branchement

M OU MME
Av de PARIS

79000 NIORT

REFERENCE DU SITE : 200000K

Numéro d'abonné : 20000

Numéro de compteur : 000000000000

Adresse du redevable :

VOTRE NUMERO D'URGENCE (voir au verso)

• Ass. 24h/24 : 06 77 64 15 74

Comment payer votre facture :

Si vous payez par TIP ou par chèque, ne joignez aucune correspondance dans l'enveloppe prévue à cet effet, uniquement destinée aux paiements. Veuillez à bien faire apparaître l'adresse dans la fenêtre de l'enveloppe.

PAR TIP : Datez et signez le TIP dans le cadre prévu à cet effet. Si la mention « joignez un RIB » figure dans votre TIP ou si vos coordonnées bancaires ont changé, joignez un RIB, RIP ou RICE sans l'agrafer ni le coller.

PAR CHEQUE : bancaire ou postal, à libeller à l'ordre du **TRESOR PUBLIC** et à expédier avec le volet TIP non signé et non daté, à l'adresse figurant sur le TIP.

EN ESPECES OU PAR CARTE BANCAIRE : uniquement au guichet de la Trésorerie Municipale de Niort-Sèvre, 40 rue des Prés-Faucher, BP530, 79022 Niort Cedex, aux heures ouvrables (Tel : 05.49.78.71.30).

PAR PRELEVEMENT : prélèvement à la date de facturation, contactez le service assainissement aux références à gauche en haut de page.

M OU MME

Avenue de PARIS

79000 NIORT

Références comptables :

Dette n° 0000 dans le rôle 00 2018

Emis le 31/12/2018

Rôle Redevance Assainissement

Avis des sommes à payer n° 000000000000000000

Période facturée : du 01/01/2018 au 31/12/2018

Le détail figure au verso du présent avis de sommes à payer

• Consommation d'eau	120 m3
• Organismes publics (Agence de l'Eau)	21.60€
• Assainissement (CAN)	266,07€

Total TTC de l'avis de sommes à payer : 287.67€

A REGLER DANS LES TROIS SEMAINES APRES RECEPTION

(Prix par litre total pour une consommation annuelle de 120 m3 : 0.0021 € TTC)

Commentaires, messages :

Titre exécutoire en application de l'article L.252A du livre des procédures fiscales, pris, émis et rendu exécutoire conformément aux dispositions des articles R.2342-4 et 3342-23 du code général des collectivités territoriales.

Voies de recours :

Dans le délai de deux mois suivant la notification du présent acte (article L1617-5 du Code Général des Collectivités Territoriales), vous pouvez contester la somme mentionnée au recto en saisissant directement le tribunal administratif compétent selon la nature de la créance.

Exemple : redevance de consommation d'assainissement : tribunal d'instance si le montant de la créance est inférieur ou égal au seuil fixé par l'article R321-1 du code de l'organisation judiciaire et tribunal de grande instance au-delà de ce seuil (actuellement fixé à 3800 euros en dernier ressort et à charge d'appel jusqu'à 7600 euros). Si vous souhaitez être assisté d'un avocat et si vous remplissez les conditions fixées par la loi n°91-647 du 10 juillet 1991, vous pouvez bénéficier de l'aide juridictionnelle. Vous devez adresser votre requête au tribunal de grande instance.

Etablis. Guichet Compte Clé
JOIGNEZ UN RIB

En cas de modification, joindre un relevé d'identité bancaire, postal, ou de caisse d'épargne

M ou MME
Av de PARIS

79000 NIORT

Centre N° 0CAN
NNE : 000000000

*

VEUILLEZ DÉBITER MON COMPTE DU MONTANT CI-CONTRE . MERCI
DATE SIGNATURE

TIP - Titre Interbancaire de Paiement €

CENTRE D'ENCAISSEMENT
DU TRESOR PUBLIC
59885 LILLE 9

Montant en Euros 287,67€

Référence : 0000000000000000

NE RIEN INSCRIRE SOUS CE TRAIT- NE PAS PLIER

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20190710-C55-07-2019-DE
Date de télétransmission : 10/07/2019
Date de réception préfecture : 10/07/2019

44

Références du site : 000000K Références de l'abonné : 00000
Adresse du Payeur : M OU MME Av de PARIS 79000 NIORT

Avis des sommes à payer n° 000000000000M du 01/01/2018 au 31/12/2018

Eléments de l'avis des sommes à payer R : relève réelle, E : index estimé (accès impossible, estimation/forfait)	Ancien index		Nouvel index		Type	Volume
Compteur n° 000000000000 Site n° 00000000K	0		120		R	120
	Quantité	PU € HT	Coût € HT	Taux TVA	TVA (€)	Total € TTC
Collecte et traitement des eaux usées - S.R.						
Abonnement part assainissement tarif du 01.01.2018	365 j	0.097726	35.67	0	0.00	35.67
Assainissement SR Tranche 1 (0 à 20) m3 tarif du 01.01.2018	20 m3	1.47	29.40	0	0.00	29.40
Assainissement SR Tranche 2 (plus de 20 m3) tarif du 01.01.2018	100 m3	2.01	201.0	0	0.00	201.00
Total collecte et traitement des eaux usées					0.00	266,07
Organismes Publics						
Modernisation Réseaux tarif du 01/01/2018	120 m3	0.18	21.60		0.00	21.60
Total Organismes Publics			21.60		0.00	21.60
Total à payer dans les 3 semaines suivant la réception du présent avis						287,67
Reste à payer sur les précédents avis					nc	nc

Organismes publics : il s'agit d'une redevance perçues avec la facture d'eau et reversées totalement à l'Agence de l'Eau pour financer les investissements des services d'eau et d'assainissement (prix/m3 est fixé par cet établissement public d'Etat).

Collecte et traitement des eaux usées: La redevance assainissement est perçue pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Niort. Cette redevance permet de financer les charges d'investissement et de fonctionnement (réseaux, stations d'épuration).

Symboles : -S.R. 2 ans (simple redevance deux ans) : redevance appliquée pendant ma période de raccordement au réseau ; **S.R. (Simple Redevance)** : Votre installation est raccordée au réseau public d'assainissement ; la conformité ne peut être délivrée que sous réserve de contrôle par le service assainissement.

D.R. (double redevance) : pénalité appliquée à échéance de la période de raccordement (2 ans), en cas de contrôle non conforme ou d'absence de contrôle.

Cette pénalité représente le double du montant de la redevance, en application de l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique et de notre règlement d'assainissement.

VOS NUMEROS D'URGENCE le numéro d'urgence permet d'assurer une astreinte hors heures d'ouverture de la CAN, dans le but de traiter tout problème technique lié à une anomalie sur le réseau public ou à la continuité de service.

Il ne doit en aucun cas servir pour des requêtes administratives, de facturation.

Accusé de réception en préfecture 079-200041317-20190710-C55-07-2019-DE Date de télétransmission : 10/07/2019 Date de réception préfecture : 10/07/2019
--

ANNEXE 4

A4 - LEGISLATION

LEGISLATION

L. 2224-5 *Loi n° 96-142 du 21 février 1996*

Le maire présente au conseil municipal ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers.

Ce rapport est présenté au plus tard dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Le rapport et l'avis du conseil municipal ou de l'assemblée délibérante sont mis à la disposition du public dans les conditions prévues à l'article L. 1411-13.

Un décret fixe les indicateurs techniques et financiers figurant obligatoirement dans le rapport prévu ci-dessus ainsi que, s'il y a lieu, les autres conditions d'application du présent article.

Les services d'assainissement municipaux, ainsi que les services municipaux de collecte, d'évacuation ou de traitement des ordures ménagères sont soumis aux dispositions du présent article.

PARTIE RÉGLEMENTAIRE

D. 2224-1 *Décret n° 2000-318 du 7 avril 2000*

Le maire présente au conseil municipal, ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable. Il en est de même pour le service public de l'assainissement. Ce rapport est présenté au plus tard dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Les dispositions des articles D. 2224-1 à D. 2224-5 s'appliquent quel que soit le mode d'exploitation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement.

Les indicateurs techniques et financiers figurant obligatoirement dans les rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement sont définis par les annexes 5 et 6 du présent code.

D. 2224-3 *Décret n° 2000-318 du 7 avril 2000*

Le conseil municipal de chaque commune adhérant à un établissement public de coopération intercommunale est destinataire du rapport annuel adopté par cet établissement.

Dans chaque commune ayant transféré l'une au moins de ses compétences en matière d'eau potable ou d'assainissement à un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale, le maire présente au conseil municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports annuels qu'il aura reçus du ou des établissements publics de coopération intercommunale ci-dessus mentionnés, complétés, le cas échéant, par un rapport sur la compétence non transférée. Il indique, dans une note liminaire :

La nature exacte du service assuré par ce ou ces établissements publics de coopération intercommunale et, le cas échéant, ce qui relève de la gestion directe de la commune concernée ;

Le prix total de l'eau et ses différentes composantes, en utilisant les indicateurs mentionnées aux annexes 5 et 6 du présent code.

D. 2224-4 *Décret n° 2000-318 du 7 avril 2000*

En cas de délégation du service public, les rapports annuels précisent la nature exacte des services délégués. Les indicateurs financiers relatifs aux recettes perçues distinguent la part revenant directement ou par reversement au délégataire, d'une part, et, d'autre part, à la commune ou à l'établissement public de coopération intercommunale.

D. 2224-5 Décret n° 2000-318 du 7 avril 2000

Dans les communes de 3.500 habitants et plus, le ou les rapports annuels, ainsi que, le cas échéant, les notes liminaires définies aux articles D. 2224-1 à D. 2224-4, sont mis à la disposition du public sur place à la mairie et, le cas échéant, à la mairie annexe, dans les quinze jours qui suivent leur présentation devant le conseil municipal ou leur adoption par celui-ci. Le public est avisé par le maire de cette mise à disposition par voie d'affiche apposée en mairie, et aux lieux habituels d'affichage pendant au moins un mois.

Un exemplaire de chaque rapport annuel est adressé au préfet par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale, pour information.

Décret 2007-675 du 2 Mai 2007

Arrêté du 2 décembre 2013

Loi NOTRe

ANNEXE 5

A5 - LE SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT

LE SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT

1° Les indicateurs techniques

- a) Communes dont le territoire est compris en totalité ou en partie dans une agglomération produisant une charge brute de pollution organique supérieure à 120 kg par jour : les indicateurs du programme d'assainissement défini à l'article 16 du décret n° 94-469 du 3 juin 1994 ;
- b) Autres communes : le nombre d'habitants raccordés à une station d'épuration, la capacité de cette station, le nombre d'habitants disposant d'un système d'assainissement non collectif.
- c)

2° Les indicateurs financiers

a) *Le prix de l'assainissement*

1. Les différentes modalités de tarification selon les types d'usagers raccordés, les modalités d'évolution et de révision de cette tarification ;
2. L'ensemble des éléments relatifs au prix du mètre cube d'eau en distinguant :

La rémunération du service public de l'assainissement :

Soit dans le cas d'une facturation binôme ou proportionnelle au volume consommé, l'abonnement annuel, le prix au mètre cube consommé, le cas échéant les surtaxes communale ou syndicale

Soit, dans le cas d'une tarification forfaitaire, le montant du forfait et le volume correspondant, le prix du mètre cube supplémentaire, le cas échéant les surtaxes communale ou syndicale,

- la redevance de l'agence de l'eau,
 - le cas échéant, la taxe Voies navigables de France,
 - le cas échéant, les autres taxes ou redevances,
 - la TVA ;
3. La présentation d'une facture d'eau calculée au 1^{er} janvier de l'année précédant la présentation du rapport, pour une consommation de référence définie par l'INSEE. Cette présentation décomposera la facture entre les éléments définis au 2 et fera apparaître l'évolution sur un an de chacun d'entre eux.

Pour chacun des éléments ayant connu une variation, le rapport présentera les facteurs explicatifs tels l'amortissement des investissements à la charge de la collectivité ou du délégataire et les frais de fonctionnement des nouveaux ouvrages du service.

b) Les autres indicateurs financiers :

Les recettes d'exploitation autres que celles résultant du prix de l'assainissement (transport et traitement d'eaux usées en provenance de services voisins, diverses prestations offertes aux abonnés...) ;

Le cas échéant, la prime pour épuration de l'agence de l'eau ;

L'encours de la dette, les échéances, le montant des annuités figurant sur l'état de la dette ;

La liste et le montant financier des travaux réalisés pendant le dernier exercice, programmés pour l'exercice en cours, ou envisagés pour les exercices ultérieurs, et le mode de dévolution des travaux.

Op. Cit Code général des collectivités – Mai 2000

ANNEXE 6

A6 – INDICATEURS DE DEVELOPPEMENT DURABLE (DD A7)

Rapport Développement durable 2018 CAN – Grille d’analyse des politiques publiques au regard du développement durable ^(DD A7)

FINALITES TRANSVERSALES AUX ENJEUX SOCIAUX, ENVIRONNEMENTAUX, ET ECONOMIQUES

<p>Finalité 1 : Lutte contre le changement climatique</p>	<p>Intégration d'un critère énergétique dans le choix des équipements</p> <ul style="list-style-type: none"> - Consommation énergétique moindre - Meilleur rendement <p>Traitement des boues sans consommation énergétique, sur des filtres plantés de roseaux sur la station d'épuration du Vendier (Arçais), de Saint Symphorien, St Maxire et Beauvoir sur Niort et STEP d'Aiffres (8800 EH)</p> <p>Mise en place de panneaux photovoltaïque : bâtiment de stockage des boues de la station d'épuration de la Vergnée (Frontenay Rohan Rohan), station d'épuration de Chaillé à Aiffres</p> <p>Gestion et traitement adapté localement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction du poids des déchets - Limiter le transport - Traitements des matières de vidange, boues, graisses et valorisation (limiter l'incinération) - Gestion agricole de 100% des boues de STEP : épandage liquide ou solide ou compostage
<p>Finalité 1 : Indicateurs</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Pompes à meilleur rendement</i> <i>Eco. D'énergie :</i> <i>Toutes les consultations concernant des équipements consommant de l'énergie ont un critère énergétique et/ou environnemental parmi les critères de choix :</i> 2. <i>Economie d'électricité (kw/an) : de 20 à 30% sur les équipements renouvelés</i> 3. <i>Economie de carburant : lorsque cela est possible, les journées de travail en PL sont organisées de façon « continue » ou les tournées sur la journée complète, limitant les retours des poids lourds sur Niort en journée.</i> 4. <i>Elimination du phosphore (30 à 40%) par voie biologique (Stress bactérien) : Aiffres, Goilard, Pelle Chat, Vendier, Champs de la Croix, Saint Symphorien, Prahecq, Beauvoir sur Niort</i> 5. <i>Traitement de l'air par voie biologique (tourbe) : PELLE-CHAT, Aiffres</i> 6. <i>Filtres plantés de roseaux (boues) : ST-MAXIRE, ARÇAIS, Beauvoir/Niort, Saint Symphorien, STEP d'Aiffres</i> 7. <i>Filtres plantés de roseaux (eau) : Sansais</i>
<p>Finalité 2 : Préservation de la biodiversité et des ressources naturelles</p>	<p>Utilisation d'eau industrielle pour les besoins « non nobles »</p> <p>Limitation de l'utilisation de produits chimiques</p> <p>Limitation de l'eutrophisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Traitement systématique de l'azote de du phosphore <p>Préservation de la biodiversité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude sur la qualité de l'eau de la Guirande : projet de mise en place de ZRV sur 4 STEP ; travaux réalisés en 2018 pour la nouvelle station d'épuration d'Aiffres (Chaillé) - Proposition de solutions permettant de reconquérir le milieu - Aménagements paysagers <p>Limitation de la consommation d'espaces agricoles (choix de traitement)</p> <p>Protection de la ressource en eau potable</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prioriser les travaux ayant un impact sur : La ressource en eau potable Les zones/milieus sensibles <p>Réemploi des matériaux extraits lors des travaux</p>
<p>Finalité 2 : Indicateurs</p>	<ol style="list-style-type: none"> 9. <i>Consommation d'eau industrielle >100 000 m³/an (GOILARD, FONTENAY-RR, PELLE-CHAT, St SYMPHORIEN)</i> 10. <i>Traitements biologiques utilisés : cf Finalité 1 : Indicateurs 5, 6, 7, 8</i> 11. <i>Risque d'eutrophisation :</i>

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20190710_C55-07-2019-DE
Date de télétransmission : 10/07/2019
Date de réception préfecture : 10/07/2019

			CHAT	RR																
NGL	Rdt (%)	88	86	93	72															
	Quantité REJETEE (kg/j)	101	21	3	27															
P total	Rdt (%)	91.5	90	86.5	74															
	Quantité REJETEE (kg/j)	7.9	1.6	0.66	2															
	<p>12. Traitement de l'azote et du phosphore est systématique (même sans normes de rejets établies – petites stations)</p> <p>13. Montant des travaux situés en zone de périmètre de protection de captage, zone sensible (travaux EU/EP dans Lambon à Niort, renouvellement réseau Aiffres, Arçais, extensions de réseau Granzay-Gript, Vallans (2017 : 2M€)</p>																			
Finalité 3 : Cohésion sociale	<p>Tarifcation progressive Accompagnement social des usagers en difficulté Sensibilisation, communication, conseil, information...</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cycle de l'eau - Fonctionnement des STEP - Consommation d'eau - Assainissement non collectifs - Visites pédagogique des STEP <p>Participations</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réunions publiques (travaux d'assainissement collectif, diagnostics ANC) - Portes ouvertes (station d'épuration d'Aiffres en 2019) - Salon de l'habitat/environnement <p>Interventions de plusieurs entreprise d'insertion professionnelles/prestations (1950 h d'insertion en 2018) & accueil de stagiaires</p>																			
Finalité 3 : Indicateurs	<p>14. Tarifs pour les 20 premiers m³ : 1,47€/ m³ 15. Montant annuel alloué à l'accompagnement social : 30 000€ 16. Communication :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Nombre de visites</th> <th>Nombres de participants (~25/groupe)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2015</td> <td>24</td> <td>600</td> </tr> <tr> <td>2016</td> <td>13</td> <td>325</td> </tr> <tr> <td>2017</td> <td>11</td> <td>275</td> </tr> <tr> <td>2018</td> <td>8</td> <td>200</td> </tr> </tbody> </table> <p>17. Nombre de réunions publiques et de participations à des manifestations diverses : une dizaine (assainissement collectif et non collectif) 18. Nombre de stagiaires (15), d'apprentis (1) et de contrats d'avenir (1) en formation 19. Nombre/montant des prestations (insertion professionnelle) : 1950 h de travail en insertion sociale dans les marchés de travaux passés par le service assainissement en 2018</p>						Nombre de visites	Nombres de participants (~25/groupe)	2015	24	600	2016	13	325	2017	11	275	2018	8	200
	Nombre de visites	Nombres de participants (~25/groupe)																		
2015	24	600																		
2016	13	325																		
2017	11	275																		
2018	8	200																		
Finalité 4 : Epanouissement des êtres Humains	<p>Améliorer la salubrité publique Accueil de nombreux usagers. Répondre à l'ensemble des questions</p> <ul style="list-style-type: none"> - Factures - Raccordement - ANC/AC - ... <p>Programme interne de perfectionnement écrit/calcul : sans objet en 2018 Formations : 199.5 jours</p>																			
Finalité 4 : Indicateurs	<p>20. Nombre de foyers raccordés en 2018 : 450 21. Evaluation du nombre d'aides individuelles : 30 000€ prévus au budget 22. Nombre de formations internes : environ une centaine par an, représenté 200 jours pour 43 agents (sur un total de 70 agents).</p>																			

<p>Finalité 5 : Modes de production et de consommation responsables</p>	<p>Choix de types et de modalités de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction des sous-produits de traitement - Traitement des déchets externes aux services - Traitements des matières de vidanges - Compactage des refus de dégrillage <p>Valorisation des déchets (boues et déchets verts) Pédagogie/visites STEP</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation aux déchets - « haltes aux lingettes » <p>utilisation de chiffons lavables pour les travaux en régie. Création d'un outil « testeur de batteries » équipant nos installations de télégestion : sur 26 batteries testées, 8 ont pu être réinstallées. Gestion de stock de pièces d'occasion (récupérées sur des sites renouvelés en régie)</p>
<p>Finalité 5 : Indicateurs</p>	<p>23. Quantités de graisses traitées : 2456 m³ 24. Quantités de matières de vidanges traitées : 1938 m³ 25. Quantités de sous-produits non valorisables (dégrillage) : 234T 26. Sables recyclés : 152.5T 27. Quantités de boues produites : 1899 T de matières sèches – 100% des boues sont valorisées pour l'agriculture 28. Période d'arrêt en 2018 : 0 jour 29. Sensibilisation/pédagogie cf Finalité 3 : Indicateurs 16</p>

PRINCIPES CONSTITUANTS LES ELEMENTS DETERMINANTS DANS LA CONDUITE D'UNE DEMARCHE

<p>Principe 1 : Stratégie d'amélioration continue</p>	<p>Analyses des rejets de STEP régulières, suivi de la qualité des rejets. Participation au suivi de la qualité des rivières. L'auto-contrôle fait l'objet de vérifications qualitatives par un organisme extérieur (SAMAC 79) Mise en place des analyses réglementaires RSDE – rejet de substances dangereuses dans l'eau - (juillet 2018 à juillet 2019) pour les 2 stations d'épuration de plus de 10 000 EH</p> <p>Investissements systématiques pour le renouvellement des réseaux (>2M€/an)</p> <p>Réalisation (CAN ou entreprise externe) quotidienne de contrôles et de diagnostics sur les réseaux et système d'assainissement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Propositions & conseils pour les particuliers/usagers - Détermination des zones à prioriser pour le renouvellement <p>Suivi des travaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contrôle de compactage des remblais - Tests d'étanchéités - Inspections des réseaux <p>Mise en service d'une station d'épuration</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vérifications des garanties de traitement (qualitatif & quantitatif) - Vérifications de la consommation d'énergie - Les consommations font l'objet d'un suivi régulier <p>Mise en service d'équipements de métrologie pour mesurer les rejets au milieu naturel d'eaux usées (par trop plein) non traitées ; au besoin, mise en place de bassin tampons pour limiter les rejets (ex : Parking du Moulin du milieu et Quai Métayer à Niort, anciennes STEP à Prahecq, Aiffres) ; renouvellement des réseaux</p>
<p>Principe 3 : Organisation du pilotage</p>	<p>Vice président en charge de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assainissement non collectif - Assainissement collectif - Eaux pluviales <p>Le programme d'investissement d'assainissement collectif est inscrit dans le programme pluriannuel d'investissement PPI (hiérarchisé selon les obligations de la loi n° 1079-2000 et la loi n° 1907-2019)</p>

	<p>réglementaire et la préservation du milieu) ; étude de révision en 2018/2019, avec mise en place d'une étude patrimoniale pour les parcelles en assainissement non collectif.</p> <p>Le programme annuel est réexaminé lors de plusieurs réunions avant chaque vote de budget</p> <p>Les évolutions impactant sur le PPI ou le fonctionnement du service font l'objet de présentations en bureau de la CAN</p> <p>Le programme d'investissement du pluvial fait l'objet de la mise en œuvre d'un nouveau PPI</p> <p>Organisation de la planification des diagnostics d'assainissement non collectif, puis des contrôles de bon fonctionnement.</p>
<p>Principe 4 : Transversalité des approches</p>	<p>Participations</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude compétence eau potable - Etude compétence gemapi - Comité de pilotage relatif au suivi des actions des périmètres de protection – <i>Syndicat des eaux du VIVIER, SMEPDEP de la COURANCE</i> - Homogénéisation des pratiques ANC, charte de qualité sur l'ANC et schéma départemental d'élimination des matières de vidange – <i>CG79</i> - <i>Groupement de commandes pour achat d'un logiciel commun de gestion de l'ANC (CD79 et tous SPANC79) ; étude en cours pour la mise en œuvre d'un logiciel commun de gestion de l'assainissement collectif (reporting réglementaire, suivi des entretiens)</i> - <i>Groupement de commandes pour prestataire commun pour la réalisation des études qualitatives complémentaires obligatoires pour STEP>10 000 EH (toutes collectivités du 79 concernées)</i> - Réunions de coordination des travaux des communes - <i>Groupement de commandes pour des travaux de renouvellement/extension de réseau, en commun avec les services porteurs de l'eau potable : cas avec le SIEPDEP de la Vallée de la Courance (Vallans, Le Vanneau-Irleau), le SECO (Villiers en Plaine, Echiré)</i> <p>Informers les autres concessionnaires/acteurs lors des programmations de travaux</p>
<p>Principe 5 : Evaluation partagée</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel d'activité - Rapport annuel sur le prix et la qualité de service assainissement - Transmission des données à l'observatoire de l'eau et de l'environnement (accessibles sur internet) <p>Transmission aux commissions consultatives des services publics</p> <p>Publication sur internet (www.agglo-niort.fr)</p> <p>Présentation et délibération à la CAN et dans les communes (+3500 habitants)</p>

ANNEXE 7

A7 – SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Code fiche	Rapport du Maire – Décret et arrêté du 2 Mai 2007 Liste récapitulative des indicateurs de performance	Référence rapport annuel ou réponse directe
	Indicateurs descriptifs des services	
D 201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (B.2)	100 687
D 202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (B.2)	28
D 203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (B.1-d)	1899
D 204.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 (Annexe 4)	2,40
	Indicateurs de performance	
P 201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (abonnés avec réseau/abonnés en zone AC) (B.2)	95.1%
P 202.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (sur 130)	37 ?
P 203.3	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	B 1 –b
P 204.3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	B 1 –b
P 205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	B 1 –b
P 206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation (B.1 b)	100%
P 207.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité (<i>admissions en non-valeur votées en 2017 : compte 654 + 658 dont prévision 30 000€ pour aide au paiement des factures</i>)	174 770 €
P 251.1	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	
P 252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	N.C.
P 253.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées (sur les 5 dernières années)	0.51%
P 254.3	Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau	B 1 –b
P 255.3	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	30
P 256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité (CRD au 31déc. / épargne brute)	8.3 ans
P 257.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	6.5% au 1 ^{er} avril 2019
P 258.1	Taux de réclamations (pour mille abonnés)	X
	Service public de l'assainissement non collectif	
	Indicateurs descriptifs des services	
D 301.0	Evaluation du nombre d'habitants desservis par le service public de l'assainissement non collectif	Voir rapport SPANC
D 302.0	Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif	100
	Indicateurs de performance	
P 301.3	Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif	Voir rapport SPANC

N.C. : non comptabilisé

ANNEXE 8

**A8 – 1 Agence de l'Eau Loire-Bretagne
2 Agence de L'eau Adour-Garonne**

NOTE D'INFORMATION

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement

L'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 - art.31, impose au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale l'obligation de présenter à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers. Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale y joint la note établie chaque année par l'Agence de l'eau ou l'office de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel d'intervention.

Édition mars 2019
CHIFFRES 2018

L'agence de l'eau vous informe



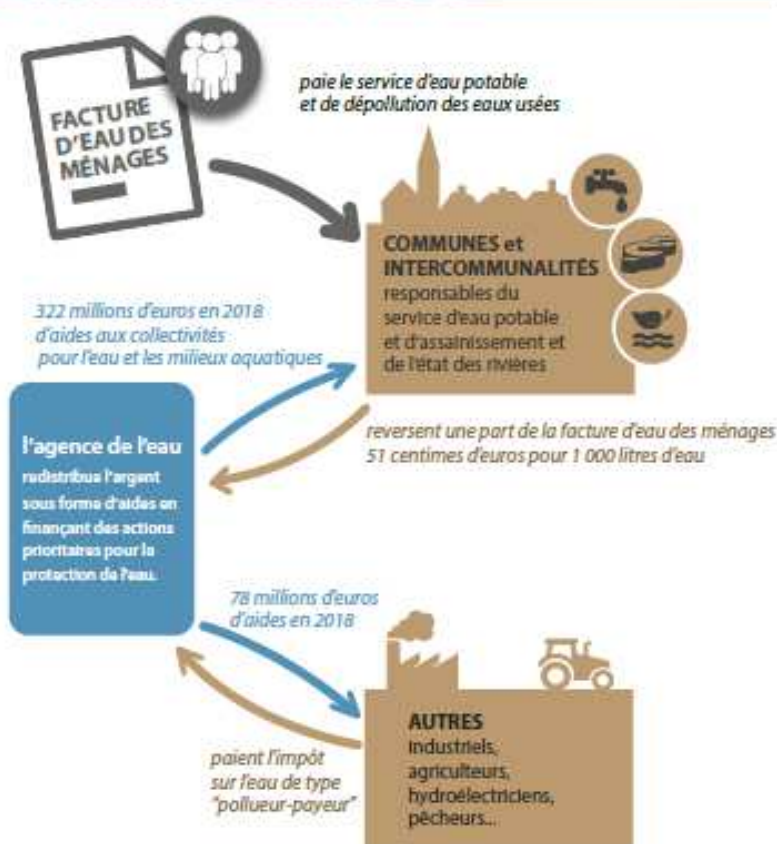
LE SAVIEZ-VOUS ?

Le prix moyen de l'eau dans le bassin Loire-Bretagne est de 4,12 euros TTC/m³. Pour un foyer consommant 120 m³ par an, cela représente une dépense de 494 euros par an et une mensualité de 41 euros en moyenne (estimation Loire-Bretagne d'après SISPEA - données agrégées disponibles - 2015).

Les composantes du prix de l'eau sont :

- le service de distribution de l'eau potable (abonnement, consommation)
- le service de collecte et de traitement des eaux usées
- Les redevances de l'agence de l'eau qui représentent en moyenne 12,4 % du montant de la facture d'eau.
- les contributions aux organismes publics (VNF...) et l'éventuelle TVA

Pour obtenir une information précise sur votre collectivité, rendez-vous sur www.services.eaufrance.fr



POURQUOI DES REDEVANCES ?

Les redevances des agences de l'eau sont des recettes fiscales environnementales perçues auprès de ceux qui utilisent l'eau et qui en altèrent la qualité et la disponibilité (consommateurs, activités économiques).

Les agences de l'eau redistribuent cet argent collecté sous forme d'aides pour mettre aux normes les stations d'épuration, fiabiliser les réseaux d'eau potable, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions d'origine agricole, améliorer le fonctionnement naturel des rivières...

Au travers du prix de l'eau, chaque habitant contribue à ces actions au service de l'intérêt commun et de la préservation de l'environnement et du cadre de vie.

Suivez l'actualité de l'agence de l'eau Loire-Bretagne :



agence.eau-loire-bretagne.fr

& aides-redevances.eau-loire-bretagne.fr

Rapport annuel du maire sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20190710-C55-07-2019-DE
Date de télétransmission : 10/07/2019
Date de réception préfecture : 10/07/2019

COMBIEN COÛTENT LES REDEVANCES 2018 ?

En 2018, le montant global des redevances (tous usages de l'eau confondus) perçues par l'agence de l'eau s'est élevé à 359 millions d'euros dont 288 millions en provenance de la facture d'eau.

recettes / redevances

Qui paie quoi à l'agence de l'eau pour 100 € de redevances en 2018 ?

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 €) - source agence de l'eau Loire-Bretagne



À QUOI SERVENT LES REDEVANCES ?

Grâce à ces redevances, l'agence de l'eau apporte, dans le cadre de son programme d'intervention, des concours financiers (subventions, avances) aux personnes publiques (collectivités territoriales...) ou privées (acteurs industriels, agricoles, associatifs...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun au bassin ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Ces aides réduisent d'autant l'impact des investissements des collectivités, en particulier, sur le prix de l'eau.

interventions / aides

Comment se répartissent les aides pour la protection des ressources en eau pour 100 € d'aides en 2018 ?

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 € d'aides en 2018) source agence de l'eau Loire-Bretagne



ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE EN 2018

Pour réduire les sources de pollution

- 8 851 artisans bénéficient d'une aide pour la collecte et l'élimination des pollutions toxiques.
- 204 contrats territoriaux accompagnent les agriculteurs par l'intermédiaire d'animations collectives, de diagnostics d'exploitations, d'accompagnements individuels, d'actions de communication ou encore d'études.
- L'agence de l'eau accompagne 38 communes, groupements de communes ou 51 syndicats, 18 associations, 9 fédérations de défense contre les nuisibles (FREDON), 4 centres permanents d'éducation à l'environnement (CPIE) dans leur démarche « zéro phyto ».

Pour dépolluer les eaux

- La révision du 10^e programme s'est traduite par une forte augmentation des taux d'aide, en particulier sur les systèmes d'assainissement prioritaires. Il en résulte une dynamique d'investissements très soutenue en 2018 avec 189 millions d'euros d'aide.
- Les aides pour la mise en place de l'auto-surveillance des réseaux d'eaux usées restent soutenues.
- Des aides à la réhabilitation groupée de 8 585 installations d'assainissement non collectif présentant un danger pour les personnes ou un risque environnemental avéré.

Pour restaurer et préserver les cours d'eau et les zones humides

- 1 869 km de cours d'eau sont restaurés et 1 764 sont entretenus pour retrouver un fonctionnement naturel et leur permettre de jouer un rôle dans l'amélioration de la qualité de l'eau.
- 236 ouvrages qui barraient les cours d'eau sont effacés ou aménagés pour restaurer la circulation de l'eau, des poissons et des sédiments.
- 7 034 hectares de zones humides sont restaurés et 5 16 sont acquis pour être protégés.

Pour préserver les ressources

En 2018, 166 actions sont financées au titre de la protection de la ressource.
L'agence finance 154 actions en faveur de l'eau potable.

Pour préserver le littoral

- Depuis 2013, 171 contrats ont été conclus avec les acteurs du littoral pour préserver les usages sensibles tels que la baignade, la pêche à pied, la conchyliculture et réduire les pollutions portuaires.

Pour renforcer la concertation et la cohérence des actions

- L'agence de l'eau soutient 55 démarches de Sage (schémas d'aménagement et de gestion des eaux) définis par une commission locale de l'eau, ils planifient la gestion de l'eau en conformité avec le Sdage (le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) ; ils couvrent 82 % du territoire.
- Elle accompagne 334 opérations territoriales pour restaurer les milieux aquatiques, réduire les pollutions diffuses, maîtriser les prélèvements d'eau et prévenir les déficits, elles couvrent 80 % du bassin.
- Des conventions de partenariat sont signées avec 25 départements pour faire converger les actions et les financements.

Pour une gestion solidaire

- En 2018, 143,6 millions d'euros d'aides ont été apportées aux communes rurales sous forme de subvention, dont 92,4 millions d'euros dans le cadre du programme solidarité urbain-rural.
- Solidarité avec les pays en développement : l'agence de l'eau entretient depuis plusieurs années des relations suivies avec le Brésil, en Afrique avec le Burkina Faso et le Ghana, et en Asie avec la Birmanie, le Laos et le Cambodge. Pour faciliter l'accès à l'eau et à l'assainissement, l'agence soutient, avec 3,2 millions d'euros, 36 projets de coopération décentralisée qui bénéficient à 261 000 habitants.

RECONQUÉRIR LE BON ÉTAT DES EAUX

Pour reconquérir le bon état des eaux demandé par la directive cadre sur l'eau, l'agence de l'eau recherche la meilleure efficacité environnementale,

- en privilégiant l'action préventive,
- en aidant les projets les plus efficaces pour les milieux aquatiques,
- en mobilisant les acteurs et en facilitant la cohérence des actions sur les territoires de l'eau,
- en travaillant en complémentarité avec l'action réglementaire et la police de l'eau, en particulier dans la mise en œuvre des objectifs des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage).

L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, UN AXE MAJEUR DE LA POLITIQUE DE L'EAU



2018 aura été marquée par l'adoption du plan d'adaptation au changement climatique du bassin Loire-Bretagne. Ce plan identifie les phénomènes auxquels il faut se préparer. Il offre un cadre et propose des actions concrètes pour agir à la hauteur de l'enjeu. Les différents

acteurs (collectivités, industriels, agriculteurs, associations, pêcheurs...) sont appelés à **se mobiliser autour des nombreuses solutions.**

LA CARTE D'IDENTITÉ DU BASSIN LOIRE-BRETAGNE

Des sources de la Loire et de l'Allier jusqu'à la pointe du Finistère, le bassin Loire-Bretagne couvre 155 000 km², soit 28 % du territoire métropolitain. Il correspond au bassin de la Loire et de ses affluents, du mont Gerbier-de-Jonc jusqu'à Nantes, de la Vienne et des bassins côtiers bretons, vendéens et du Marais poitevin.

Il concerne 336 communautés de communes, près de 7 000 communes, 36 départements et 8 régions en tout ou partie et plus de 13 millions d'habitants.

Délégation Armorique

Parc technologique du zoopôle
Espace d'entreprises Karaiz - Bât. B
18 rue de Sabot
22440 PLOUFRAGAN
Tél. : 02 96 33 62 45 - Fax : 02 96 33 62 42
armorique@eau-loire-bretagne.fr

Agence de l'eau Loire-Bretagne

9 avenue Buffon - CS 36339
45063 ORLÉANS CEDEX 2
Tél. : 02 38 51 73 73 - Fax : 02 38 51 74 74
contact@eau-loire-bretagne.fr
agence.eau-loire-bretagne.fr

Délégation Centre-Loire

9 avenue Buffon - CS 36339
45063 ORLÉANS CEDEX 2
Tél. : 02 38 51 73 73 - Fax : 02 38 51 73 25
centre-loire@eau-loire-bretagne.fr

Délégation Maine-Loire-Océan

→ Site de Nantes (dép. 44 - 49 - 85)
1 rue Eugène Varlin - CS 40621
44105 NANTES CEDEX 4
Tél. : 02 40 73 06 00 - Fax : 02 40 73 39 93
mlo-nantes@eau-loire-bretagne.fr
→ Site du Mans (dép. 49 - 50 - 53 - 61 - 72)
17 rue Jean Grémillon - CS 12104
72021 LE MANS CEDEX 2
Tél. : 02 43 86 96 18 - Fax : 02 43 86 96 11
mlo-lemans@eau-loire-bretagne.fr

Délégation Poitou-Limousin

7 rue de la Goélette - CS 20040
86282 SAINT-BENOIT CEDEX
Tél. : 05 49 38 09 82 - Fax : 05 49 38 09 81
poitou-limousin@eau-loire-bretagne.fr

Délégation Allier-Loire amont

19 allée des eaux et forêts
Site de Marmilhat sud - CS 40039
63370 LEMPDES
Tél. : 04 73 17 07 10 - Fax : 04 73 93 54 62
allier-loire-amont@eau-loire-bretagne.fr



Les 7 bassins hydrographiques métropolitains



Pendant 2 ans, mois après mois, sujet après sujet, une web série et une foule de contenus éditoriaux pour présenter, répondre, décrypter, échanger directement avec les citoyens.

Les agences de l'eau s'engagent pour améliorer la culture générale de l'eau.

Rendez-vous sur **enimmersion-eau.fr**

et sur les réseaux sociaux



EN **IMMERSION**

L'eau a quelque chose à vous dire...

© 2019 AELB

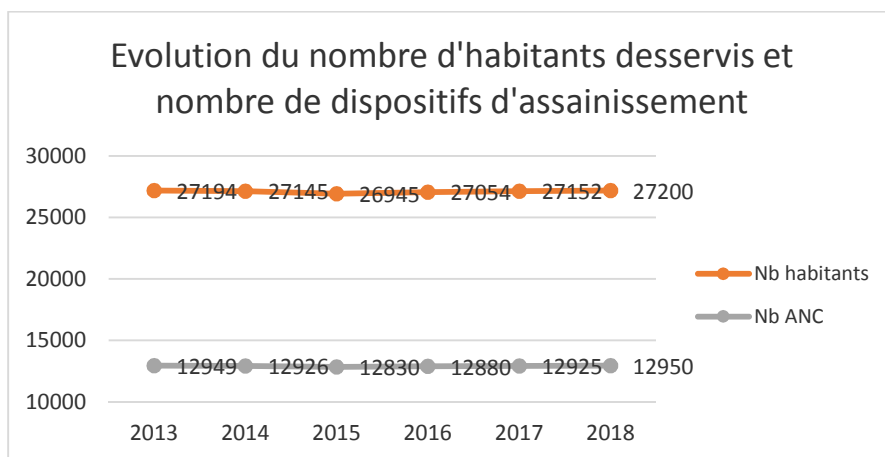
LES AGENCES DE L'EAU

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20190710-C55-07-2019-DE
Date de télétransmission : 10/07/2019
Date de réception préfecture : 10/07/2019



DTRESB - Conception et éd. bassin : DC-AELB - mai 2019
Impression : Centre Jouve - imprimé sur papier PEFC® avec l'autorisation 10-01-018
Credits : photos : agences de l'eau Rhin-Meuse - photographes : Jean-Louis Adrien - applications : AEFMS C

Evolution du nombre d'habitants desservis et nombre de dispositifs d'assainissement



C. Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0)

Cet indicateur descriptif permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le SPANC. La comparaison des valeurs, pour plusieurs collectivités, fournit une information sur l'avancement de l'organisation des services publics et l'étendue des prestations offertes aux usagers.

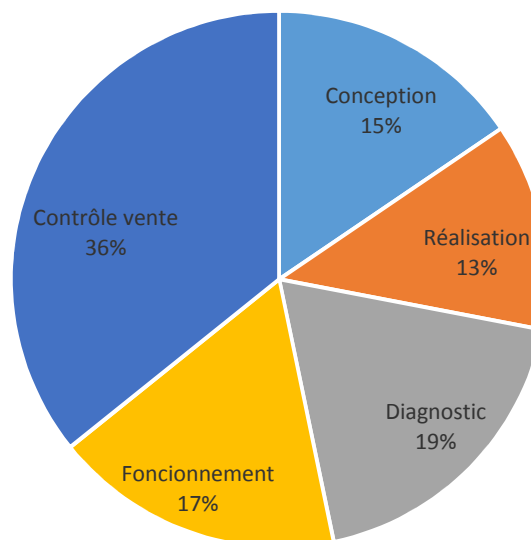
Indicateur D 302.0 SPANC 2018 : 100

➤ Voir calcul annexe 1

D. Activité du service sur l'année 2018

Conception 2018	140
Réalisation 2018	113
Diagnostic 2018	169
Fonctionnement 2018	158
Contrôle vente 2018	323
Total 2018	903

Contrôles 2018



➤ Voir annexe 2 et annexe 3 pour le nombre de contrôles réalisés par communes et documents d'urbanismes

2. Tarification des contrôles 2018

Contrôle de conception et réalisation	181,04 €
Contrôle vente	169,71 €
Contrôle diagnostic	113,14 €
Contrôle fonctionnement	101,82 €

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20190710-C55-07-2019-DE
Date de télétransmission : 10/07/2019
Date de réception préfecture : 10/07/2019
2/7

3. Indicateurs de performance du service

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif (P301.3)

A ce jour cet indicateur ne peut être communiqué puisque la base de données des deux logiciels utilisés par le service ne permet l'extraction fiable de cet indicateur.

Annexe 1 -

Calcul de l'indicateur D 302.0 Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif

Cet indicateur descriptif permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le SPANC. La comparaison des valeurs, pour plusieurs collectivités, fournit une information sur l'avancement de l'organisation des services publics et l'étendue des prestations offertes aux usagers.

Cet indice est obtenu en faisant la somme des points dans les tableaux A et B ci-dessous. Le tableau B n'est pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est de 100.

A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service public d'assainissement non collectif

	OUI	NON
∞ Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	20	0
∞ Application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif approuvé par une délibération	20	0
∞ Mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans	30	0
∞ Mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations	30	0

B – Éléments facultatifs du service public d'assainissement non collectif

∞ Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations	10	0
∞ Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations	20	0
∞ Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange	10	0

Indicateur D 302.0 SPANC 2018 : 100

Annexe 2 - Nombre de contrôles réalisés en 2017

Contrôles 2018	Conception	Réalisation	Fonctionnement	Diagnostic	Diagnostic-Vente	Total contrôle
Aiffres	4	2	0	0	10	16
Amuré	2	3	0	0	3	8
Arçais	1	1	0	0	6	8
Beauvoir Sur Niort	6	1	18	15	3	43
Bessines	5	9	0	0	7	21
Brulain	5	1	1	0	11	18
Chauray	4	0	1	0	1	6
Coulon	11	3	0	0	16	30
Echiré	10	9	0	0	8	27
Epannes	0	0	0	0	2	2
Fors	13	10	124	2	22	171
Frontenay-Rohan-Rohan	2	1	0	0	8	11
Germond Rouvre	5	9	0	0	7	21
Granzay-Gript	0	0	4	51	2	57
Juscorps	1	3	0	0	3	7
La Foye Monjault	4	0	3	86	14	107
La Rochénard	3	2	0	0	7	12
Le Bourdet	4	3	0	0	13	20
Le Vanneau Irleau	1	1	1	0	14	17
Magné	3	2	0	0	3	8
Marigny	3	4	0	0	2	9
Mauzé sur le Mignon	2	1	0	0	3	6
Niort	8	6	1	2	18	35
Plaine d'Argenson						
<i>Belleville</i>	0	0	0	1	3	4
<i>Boisserolles</i>	0	0	0	0	1	1
<i>Prissé la Charrière</i>	4	2	0	0	7	13
<i>Saint Etienne La Cigogne</i>	0	1	0	1	2	4
Prahecq	1	1	0	0	5	7
Prin Deyrançon	7	2	0	0	7	16
Saint Gelais	0	4	0	0	5	9
Saint Georges de Rex	1	0	0	0	8	9
Saint Hilaire La Pallud	1	1	0	0	9	11
Saint Martin de Bernegoue	11	7	4	1	12	35
Saint Maxire	1	2	0	0	7	10
Saint Rémy	0	0	0	0	0	0
Saint Romans des Champs	0	0	0	10	2	12
Saint Symphorien	2	1	0	0	7	10
Sansais La Garette	2	0	0	0	11	13
Sciecq	0	2	0	0	1	3
Val du Mignon						0
<i>Priaires</i>	2	4	0	0	1	7
<i>Thorigny Sur le Mignon</i>	0	0	1	0	0	1
<i>Usseau</i>	3	1	0	0	20	24
Vallans	0	0	0	0	6	6
Villiers en Plaine	8	10	0	0	25	43
Vouillé	0	4	0	0	1	5
TOTAL	140	113	158	169	323	903

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20190710-C55-07-2019-DE
Date de télétransmission : 10/07/2019
Date de réception préfecture : 10/07/2019
4/7

Annexe 3 - Dossiers d'urbanisme 2018

Commune	CU 2018 ANC		DP 2018 ANC		PC 2018 ANC		PA 2018 - ANC	Nombre de dossiers d'urbanisme ANC
	Total CU	dont défavorable	Total DP	dont défavorable	Total PC	dont défavorable		
Aiffres	1	0	1	0	5	0	0	7
Amuré	2	0	1	0	3	0	0	6
Arçais	1	0	1	1	0	0	0	2
Beauvoir sur Niort	0	0	0	0	4	0	0	4
Bessines	10	0	7	2	8	1	0	25
Brûlain	3	0	1	1	3	0	0	7
Chauray	1	0	1	1	2	0	0	4
Coulon	6	1	2	0	4	0	0	12
Echiré	8	0	2	0	5	0	0	15
Epannes	0	0	0	0	0	0	0	0
Fors	9	0	10	0	13	1	0	32
Frontenay Rohan Rohan	1	1	0	0	0	0	0	1
Germond Rouvre	2	0	1	0	5	0	0	8
Granzay-Gript	0	0	0	0	1	0	0	1
Juscorps	1	0	0	0	2	0	0	3
La Foye Monjault	5	0	0	0	3	0	0	8
La Rochénard	3	0	4	1	4	0	0	11
Le Bourdet	3	0	3	1	1	1	0	7
Le Vanneau Irleau	13	0	0	0	3	0	0	16
Magné	1	0	3	0	1	0	0	5
Marigny	2	0	0	0	2	0	0	4
Mauzé sur le Mignon	1	0	0	0	0	0	0	1
Niort	13	0	1	0	2	0	0	16
Plaine d'Argenson	1	0	1	0	5	0	0	7
Belleville	0	0	0	0	0	0	0	0
Boisserolles	0	0	0	0	1	0	0	1
Prissé la Charrière	1	0	1	0	4	0	0	6
Saint Etienne La Cigogne	0	0	0	0	0	0	0	0
Prahecq	0	0	0	0	0	0	0	0
Priaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Prin Deyrançon	5	0	0	0	5	0	0	10
Saint-Gelais	4	2	1	0	1	0	0	6
Saint-Georges de Rex	2	2	1	0	1	0	0	4
Saint-Hilaire la Pallud	2	1	1	0	0	0	0	3
Saint-Martin de Bernegoue	4	0	1	0	6	1	0	11
Saint-Maxire	0	0	0	0	1	0	0	1
Saint-Rémy	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Romans des Champs	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Symphorien	3	3	2	1	4	0	0	9
Sansais la Garette	5	0	0	0	3	0	0	8
Sciecq	1	0	0	0	2	0	0	3
Thorigny Sur le Mignon	0	0	0	0	0	0	0	0
Usseau	3	0	1	0	6	2	1	11
Vallans	1	0	1	0	3	1	0	5
Villiers en Plaine	5	0	9	1	9	1	0	23
Vouillé	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	122	10	56	9	117	8	1	296

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20190710-C55-07-2019-DE
Date de télétransmission : 10/07/2019
Date de réception préfecture : 10/07/2019
5/7



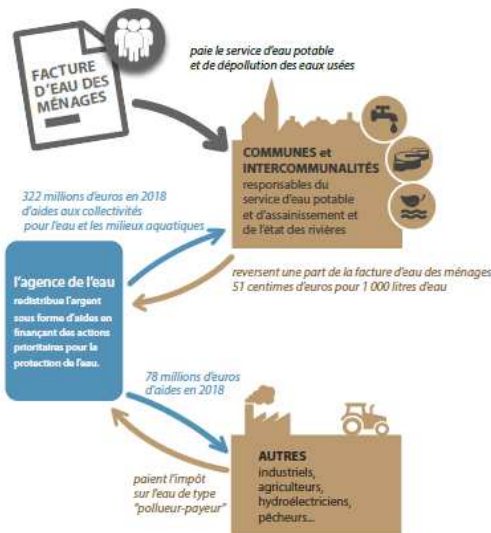
NOTE D'INFORMATION

Report annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement

L'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 - art.31, impose au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale l'obligation de présenter à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers. Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale y joint la note établie chaque année par l'agence de l'eau ou l'office de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel d'intervention.

Édition mars 2019
CHIFFRES 2018

L'agence de l'eau vous informe



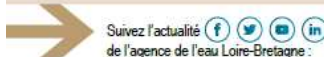
LE SAVIEZ-VOUS ?

Le prix moyen de l'eau dans le bassin Loire-Bretagne est de 4,12 euros TTC/m³. Pour un foyer consommant 120 m³ par an, cela représente une dépense de 494 euros par an et une mensualité de 41 euros en moyenne (estimation Loire-Bretagne d'après SISPEA - données agrégées disponibles - 2015).

Les composantes du prix de l'eau sont :

- le service de distribution de l'eau potable (abonnement, consommation)
- le service de collecte et de traitement des eaux usées
- Les redevances de l'agence de l'eau qui représentent en moyenne 12,4 % du montant de la facture d'eau.
- les contributions aux organismes publics (VNF...) et l'éventuelle TVA

Pour obtenir une information précise sur votre collectivité, rendez-vous sur www.services.eaufrance.fr



Suivez l'actualité de l'agence de l'eau Loire-Bretagne :

agence.eau-loire-bretagne.fr
& aides-redevances.eau-loire-bretagne.fr

Report annuel du maire sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement
NOTE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE / 1

COMBIEN COÛTENT LES REDEVANCES 2018 ?

En 2018, le montant global des redevances (tous usages de l'eau confondus) perçues par l'agence de l'eau s'est élevé à 359 millions d'euros dont 288 millions en provenance de la facture d'eau.

recettes / redevances

Qui paie quoi à l'agence de l'eau pour 100 € de redevances en 2018 ?

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 €) - source agence de l'eau Loire-Bretagne



À QUOI SERVENT LES REDEVANCES ?

Grâce à ces redevances, l'agence de l'eau apporte, dans le cadre de son programme d'intervention, des concours financiers (subventions, avances) aux personnes publiques (collectivités territoriales...) ou privées (acteurs industriels, agricoles, associatifs...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun au bassin ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Ces aides réduisent d'autant l'impact des investissements des collectivités, en particulier, sur le prix de l'eau.

interventions / aides

Comment se répartissent les aides pour la protection des ressources en eau pour 100 € d'aides en 2018 ?

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 € d'aides en 2018)
source agence de l'eau Loire-Bretagne



2 \ Report annuel du maire sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement
NOTE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE

ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE EN 2018

Pour réduire les sources de pollution

- 8 851 artisans bénéficient d'une aide pour la collecte et l'élimination des pollutions toxiques.
- 204 contrats territoriaux accompagnent les agriculteurs par l'intermédiaire d'animations collectives, de diagnostics d'exploitations, d'accompagnements individuels, d'actions de communication ou encore d'études.
- L'agence de l'eau accompagne 38 communes, groupements de communes ou 51 syndicats, 18 associations, 9 fédérations de défense contre les nuisibles (FREDON), 4 centres permanents d'éducation à l'environnement (CPIE) dans leur démarche « zéro phyto ».

Pour dépolluer les eaux

- La révision du 10^e programme s'est traduite par une forte augmentation des taux d'aide, en particulier sur les systèmes d'assainissement prioritaires. Il en résulte une dynamique d'investissements très soutenue en 2018 avec 189 millions d'euros d'aide.
- Les aides pour la mise en place de l'auto-surveillance des réseaux d'eaux usées restent soutenues.
- Des aides à la réhabilitation groupée de 8 585 installations d'assainissement non collectif présentant un danger pour les personnes ou un risque environnemental avéré.

Pour restaurer et préserver les cours d'eau et les zones humides

- 1 869 km de cours d'eau sont restaurés et 1 764 sont entretenus pour retrouver un fonctionnement naturel et leur permettre de jouer un rôle dans l'amélioration de la qualité de l'eau.
- 236 ouvrages qui barraient les cours d'eau sont effacés ou aménagés pour restaurer la circulation de l'eau, des poissons et des sédiments.
- 7 034 hectares de zones humides sont restaurés et 516 sont acquis pour être protégés.

Pour préserver les ressources

- En 2018, 166 actions sont financées au titre de la protection de la ressource.
- L'agence finance 154 actions en faveur de l'eau potable.

Pour préserver le littoral

- Depuis 2013, 171 contrats ont été conclus avec les acteurs du littoral pour préserver les usages sensibles tels que la baignade, la pêche à pied, la conchyliculture et réduire les pollutions portuaires.

Pour renforcer la concertation et la cohérence des actions

- L'agence de l'eau soutient 55 démarches de Sage (schémas d'aménagement et de gestion des eaux) définis par une commission locale de l'eau, ils planifient la gestion de l'eau en conformité avec le Sdage (le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) ; ils couvrent 82 % du territoire.
- Elle accompagne 334 opérations territoriales pour restaurer les milieux aquatiques, réduire les pollutions diffuses, maîtriser les prélèvements d'eau et prévenir les déficits, elles couvrent 80 % du bassin.
- Des conventions de partenariat sont signées avec 25 départements pour faire converger les actions et les financements.

Pour une gestion solidaire

- En 2018, 143,6 millions d'euros d'aides ont été apportées aux communes rurales sous forme de subvention, dont 92,4 millions d'euros dans le cadre du programme solidarité urbain-rural.
- Solidarité avec les pays en développement : l'agence de l'eau entretient depuis plusieurs années des relations suivies avec le Brésil, en Afrique avec le Burkina Faso et le Ghana, et en Asie avec la Birmanie, le Laos et le Cambodge. Pour faciliter l'accès à l'eau et à l'assainissement, l'agence soutient, avec 3,2 millions d'euros, 36 projets de coopération décentralisée qui bénéficient à 261 000 habitants.

RECONQUÉRIR LE BON ÉTAT DES EAUX

Pour reconquérir le bon état des eaux demandé par la directive cadre sur l'eau, l'agence de l'eau recherche la meilleure efficacité environnementale,

- en privilégiant l'action préventive,
- en aidant les projets les plus efficaces pour les milieux aquatiques,
- en mobilisant les acteurs et en facilitant la cohérence des actions sur les territoires de l'eau,
- en travaillant en complémentarité avec l'action réglementaire et la police de l'eau, en particulier dans la mise en œuvre des objectifs des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage).

L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, UN AXE MAJEUR DE LA POLITIQUE DE L'EAU



2018 aura été marquée par l'adoption du plan d'adaptation au changement climatique du bassin Loire-Bretagne. Ce plan identifie les phénomènes auxquels il faut se préparer. Il offre un cadre et propose des actions concrètes pour agir à la hauteur de l'enjeu. Les différents

acteurs (collectivités, industriels, agriculteurs, associations, pêcheurs...) sont appelés à se mobiliser autour des nombreuses solutions.

Rapport annuel du maître sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement / 3
NOTE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE

LA CARTE D'IDENTITÉ DU BASSIN LOIRE-BRETAGNE

Des sources de la Loire et de l'Allier jusqu'à la pointe du Finistère, le bassin Loire-Bretagne couvre 155 000 km², soit 28 % du territoire métropolitain. Il correspond au bassin de la Loire et de ses affluents, du mont Gerbier-de-Jonc jusqu'à Nantes, de la Vaine et des bassins côtiers bretons, vendéens et du Marais poitevin.

Il concerne 336 communautés de communes, près de 7 000 communes, 36 départements et 8 régions en tout ou partie et plus de 13 millions d'habitants.

Délégation Armorique

Rarc technologique du zoopôle
Espace d'entreprises Kerais - Bât. B
18 rue de Sabot
22440 PLOUFRAGAN
Tel. : 02 96 33 62 43 - Fax : 02 96 33 62 42
armorique@eau-loire-bretagne.fr

Agence de l'eau Loire-Bretagne

9 avenue Buffon - CS 36339
45063 ORLEANS CEDEX 2
Tel. : 02 38 51 73 73 - Fax : 02 38 51 74 74
contact@eau-loire-bretagne.fr
agence.eau-loire-bretagne.fr

Délégation Centre-Loire

9 avenue Buffon - CS 36339
45063 ORLEANS CEDEX 2
Tel. : 02 38 51 73 73 - Fax : 02 38 51 73 25
centre-loire@eau-loire-bretagne.fr



Délégation Maine-Loire-Océan

→ Site de Nantes (dépt. 44 - 49 - 85)
1 rue Eugène Varlin - CS 40521
44105 NANTES CEDEX 4
Tel. : 02 40 73 06 00 - Fax : 02 40 73 39 93
mlo-nantes@eau-loire-bretagne.fr

Délégation Poitou-Limouzin

7 rue de la Goëlette - CS 20040
86282 SAINT-BENOIT CEDEX
Tel. : 05 49 38 09 82 - Fax : 05 49 38 09 81
poitou-limouzin@eau-loire-bretagne.fr

Délégation Allier-Loire amont

19 allée des eaux et forêts
Site de Marmilhat sud - CS 40039
63370 LEMPEDES
Tel. : 04 73 17 07 10 - Fax : 04 73 93 54 62
allier-loire-amont@eau-loire-bretagne.fr

Pendant 2 ans, mois après mois, sujet après sujet, une web série et une foule de contenus éditoriaux pour présenter, répondre, décrypter, échanger directement avec les citoyens.

Les agences de l'eau s'engagent pour améliorer la culture générale de l'eau.

Rendez-vous sur enimmersion-eau.fr
et sur les réseaux sociaux

EN IMMERSION
L'eau a quelque chose à vous dire...